

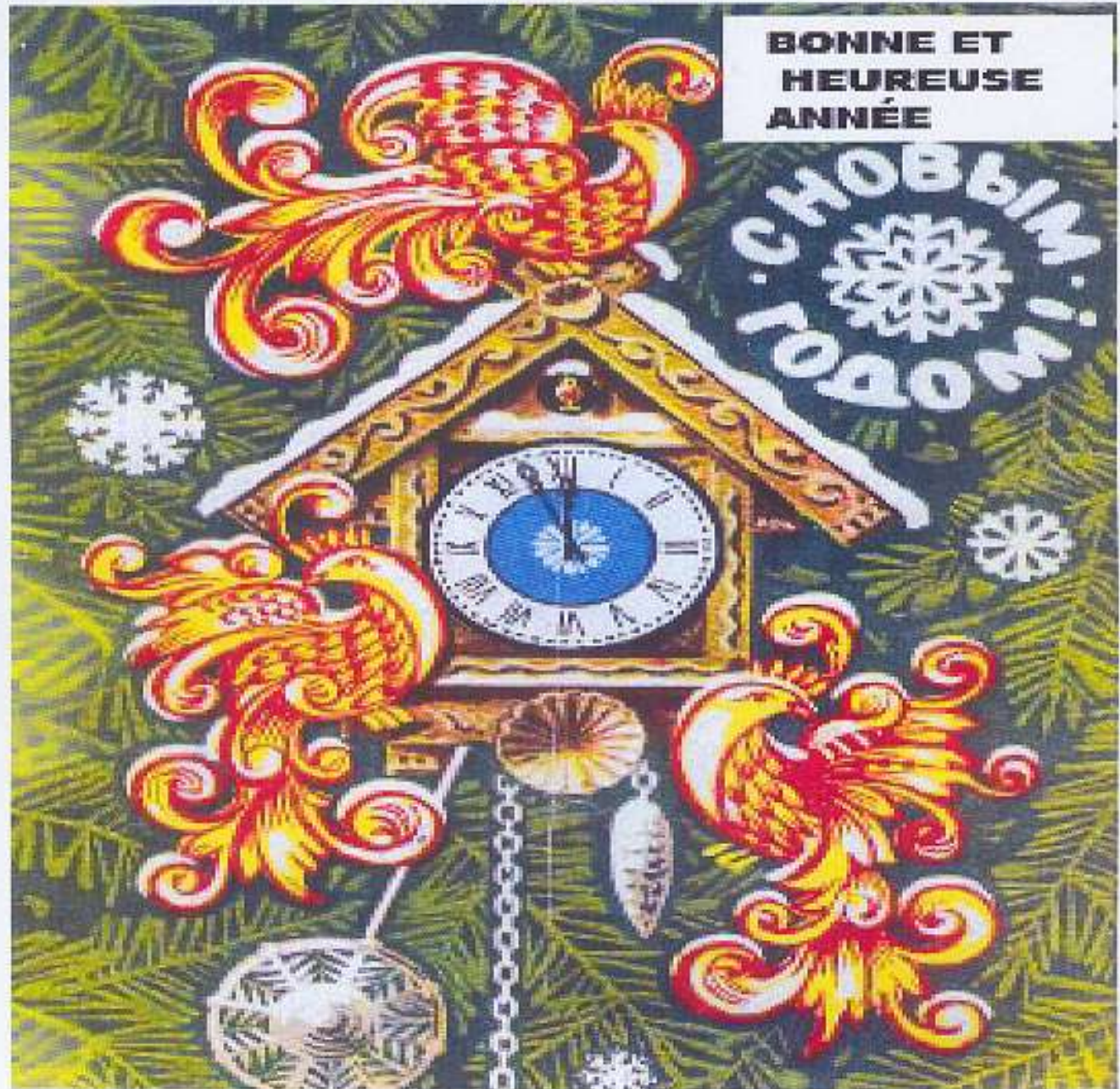
Édition Française Vol.7,#6, nov/déc 2009



Northstar  Compass



Conseil International Pour l'Amitié et la Solidarité Avec le Peuple Soviétique



Éditorial

« Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés ».

(Karl Marx, *Lettre à Maurice Lachatre*, 18 mars 1872.)



Chers lecteurs, chères lectrices,

Je vous souhaite pour cette nouvelle année, mes meilleurs vœux de bonheur, de sante et de réussite dans tout ce que vous entreprendrez.

Je vous souhaite aussi une meilleure compréhension de l'histoire.

Sa réalité et ses mythes, sont toujours des enjeux politiques permanents.

En 2009, à l'occasion d'importants événements de l'histoire : du 92^e Anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, du 60^e anniversaire de la victoire sur le nazisme, de la chute du mur de Berlin, on a remis en cause tout le passé glorieux du peuple soviétique.

On a répandu les calomnies sur la période « stalinienne » de l'Union soviétique, les mensonges de la propagande anticomuniste ont été élevés au rang de vérité absolue. Il n'y a pas eu de limites à l'étendue des mensonges que l'on nous présentes comme des faits incontestables.

Dans les conditions de crise économique mondiale de l'impérialisme, et du dépérissement de la vie des peuples, la propagande bourgeoise devient de plus en plus pernicieuse et il devient de plus en plus difficile de s'y reconnaître.

Cette propagande aspire à atteindre politiquement et idéologiquement tous ceux qui continuent à lutter contre

l'exploitation et l'injustice de classe.

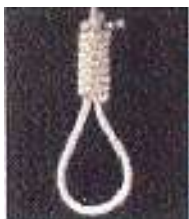
Pour tous ces exploités, il devient de plus en plus difficile dans les conditions du développement de la crise du système impérialiste de prouver la supériorité du système capitaliste, et tout ce qui est Révolution doit être reconsidéré, réécrit afin que l'on n'y comprenne plus rien.

Comment faire croire par exemple aux peuples des ex-républiques soviétiques que la chute du mur de Berlin, et la fin du système socialiste leur a apporté la liberté et des meilleures conditions de vie? Alors que ces peuples vivent une réalité tout autre que celle qui leur fut promise.

Quant à nous, en publiant NSC nous voulons apporter notre contribution à la lutte contre cette propagande, et à une meilleure compréhension de la réalité d'aujourd'hui. Ce sera, j'estime, la meilleure façon de contribuer à la solution des tâches qui nous incombent.

Dr Adelard Paquin, responsable de l'édition française.

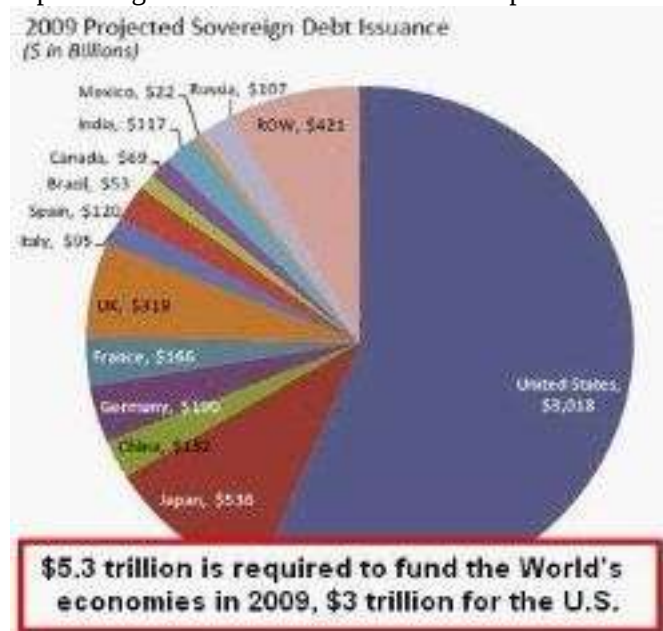
	Abonnez-vous à l'édition française de NSC		
DEMANDE D'ADHÉSION			
Port compris 6 numéros	POUR LE CANADA \$25,	POUR L'ÉTRANGER \$35.00	
Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements de soutien			
Chèque à l'ordre de Dr Adelard Paquin		6801 Gouin E # 102 Montréal Nord Canada H1G 6L2	



Nouveau point d'inflexion de la crise systémique globale : Quand le nœud coulant des déficits publics va étrangler les états et les systèmes sociaux occidentaux

Communiqué public GEAB N°40 (15 décembre 2009) -

Selon LEAP/E2020, la crise systémique globale va connaître un nouveau point d'inflexion à partir du Printemps 2010. En effet, à cette date, les finances publiques des principaux pays occidentaux vont devenir ingérables parce qu'il deviendra simultanément évident que de nouvelles mesures de soutien à l'économie s'imposent au vu de l'échec des différents stimuli de 2009 (1) et que l'ampleur des déficits budgétaires interdit toute nouvelle dépense significative.



Si ce « nœud coulant » des déficits publics que les gouvernements se sont volontairement passés autour du cou en 2009, en refusant de faire assumer au système financier le prix de ses fautes (2), va peser lourdement sur l'ensemble des dépenses publiques, il va tout particulièrement affecter les systèmes sociaux des pays riches en appauvrissant toujours plus la classe moyenne et les retraités, tout en

laissant les plus défavorisés à la dérive (3).

Parallèlement, le contexte de cessation de paiement d'un nombre croissant d'états et de collectivités locales (régions, provinces, états fédérés) va entraîner un double phénomène paradoxal de remontée des taux d'intérêts et de fuite hors des devises en direction de l'or. Devant l'absence d'une alternative organisée à un Dollar US toujours plus faible et afin de trouver une alternative à la perte de valeurs des bons du trésor

(en particulier américains), les banques centrales du monde entier devront en partie se « reconvertir à l'or », le vieil ennemi de la Réserve fédérale US, sans pouvoir encore le déclarer officiellement. Le pari de la reprise ayant désormais été bel et bien perdu par les gouvernements et les banques centrales (4), ce point d'inflexion du Printemps 2010 va

ainsi représenter le début du transfert massif des 20.000 milliards USD d'« actifs fantômes » (5) vers les systèmes sociaux des pays qui les ont accumulés.

Dans ce GEAB N°40, l'équipe de LEAP/E2020 développe ses analyses sur ces différents sujets tout en présentant l'évaluation détaillée de ses anticipations pour 2009 qui ont obtenu un score général de 72% (6). Enfin, nos chercheurs dévoilent leurs recommandations, avec ce mois-ci en

particulier : immobilier commercial, devises et revenus des expatriés.

Émission de nouvelles dettes souveraines en 2009 (en milliards USD) – Source : Phoenix Project, 07/2009

L'actualité s'est vite chargée d'alimenter l'anticipation du GEAB N°39 qui indiquait que 2010 serait une année marquée par trois tendances dont l'une serait les cessations de paiement d'État (7) : de Dubaï à la Grèce, en passant par les discours de plus en plus inquiets des agences de notation sur les dettes américaine et britannique, ou par le budget draconien adopté par l'Irlande et les recommandations de la zone Euro pour la maîtrise des déficits publics, l'incapacité croissante des états à faire face à leurs dettes fait la une des médias. Pourtant, au sein de cette agitation médiatique, toutes les informations n'ont pas la même valeur : certaines ne sont que des élucubrations sur le « doigt » du proverbe chinois (8), quand d'autres traitent réellement de la Lune.

Au chapitre des élucubrations sur le « doigt », ce communiqué public du GEAB N°40 présente le cas des analyses sur la Grèce.

Crise de la dette grecque : Petit problème pour Francfort et sévère avertissement pour Washington et Londres

Venons-en à la Grèce. Là, on retrouve une thématique semblable à celle que notre équipe avait dénoncée dans le GEAB N°33, en Mars 2009, au moment où la presse relayait massivement l'idée que l'Europe de l'Est allait emporter le système bancaire européen et l'Euro dans une crise majeure. Nous avions alors expliqué que cette « information » ne

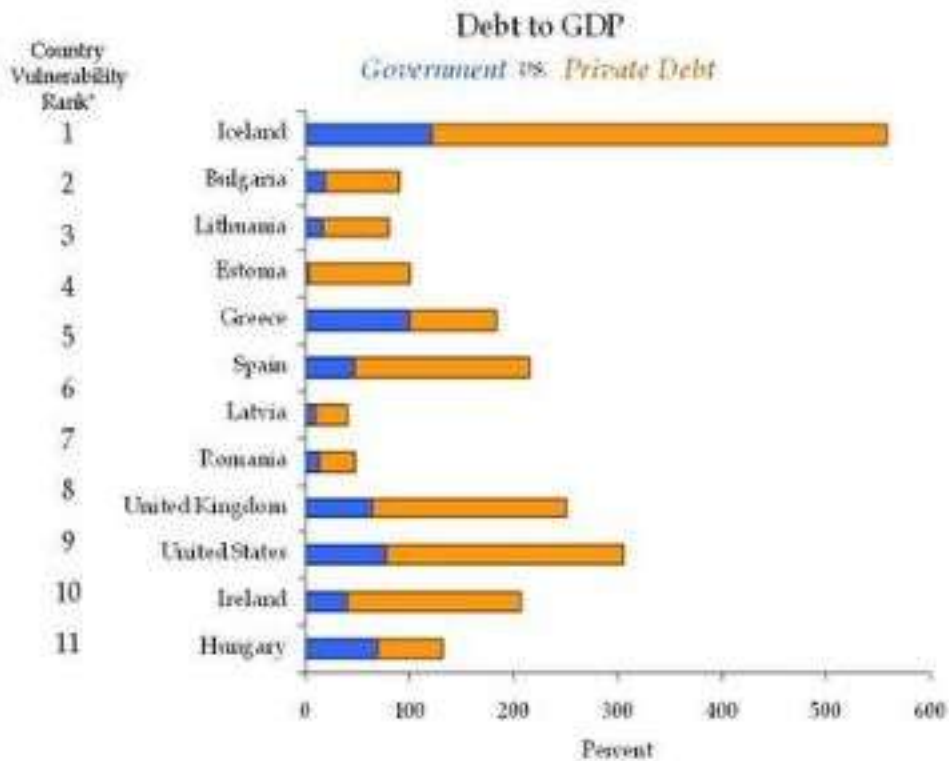
reposait sur rien de crédible et qu'elle n'était qu' « une tentative délibérée de la part de Wall Street et de la City (2) de faire croire à une fracture de l'UE et d'instiller l'idée d'un risque « mortel » pesant sur la zone Euro, en relayant sans discontinuer de fausses informations sur le « risque bancaire venu d'Europe de l'Est » et en tentant de stigmatiser une zone Euro « frileuse » face aux mesures « volontaristes » américaines ou britanniques. L'un des objectifs est également de tenter de détourner l'attention internationale de l'aggravation des problèmes financiers à New-York et Londres, tout en affaiblissant la position européenne à la veille du sommet du G20 ».

Les dix premiers pays en termes de vulnérabilité au ratio Dette/PIB (en bleu : dette publique ; en orange : dette privée) – Source : Crédit Suisse, 03/2009

Tout d'abord, il faut rappeler que la Grèce reste le pays par excellence qui a mal géré son accession à l'UE. Depuis 1982, les différents gouvernements grecs n'ont fait qu'utiliser l'UE comme une source inépuisable de subventions, sans jamais parvenir à moderniser les structures économiques et sociales du pays. Avec près de 3% du PIB provenant directement de Bruxelles en 2008 (10), la Grèce est en fait un pays sous perfusion européenne depuis près de trente ans. La dégradation actuelle des finances

européenne et sur la zone Euro. A titre d'exemple, la cessation de paiement de la Californie (12% du PNB US) est infiniment plus porteuse de déstabilisation du Dollar et de l'économie américaine. D'ailleurs, puisque l'on trouve souvent sous les mêmes plumes une liste exhaustive de tous les pays de la zone Euro faisant face à une grave crise de leurs finances publiques (Espagne, Irlande, Portugal auxquels nous rajoutons la France et l'Allemagne), il faut être complet et indiquer qu'aux États-Unis, outre l'état fédéral techniquement en faillite (11) si la Fed n'imprimait des Dollars en quantité illimitée pour acheter directement et indirectement des Bons du Trésor émis dans des proportions identiques, et outre la Californie (état le plus riche de l'Union oscillant au bord du gouffre depuis des mois), on trouve désormais 48 États sur 50 en déficits budgétaires croissants (12). Comme le résume le titre de l'éditorial du 14 Décembre de Stateline, le site américain spécialisé sur les états et les collectivités locales US, « Des scénarios de cauchemar hantent les États », c'est l'ensemble des états des États-Unis qui a peur d'entrer en cessation de paiement en 2010/2011.

Et la zone Euro, qui a les plus importantes réserves d'or de la planète (13), rassemble également des pays qui ont accumulé des excédents budgétaires jusqu'à l'année dernière, un commerce extérieur toujours excédentaire et une banque centrale qui n'a pas transformé son bilan en réservoir à actifs « pourris ou fantômes » (comme l'a fait la Fed depuis 18 mois). Donc, si la crise des finances publiques grecques indique bien quelque chose, ce n'est pas tant la situation de la Grèce ou une problématique spécifique à la zone Euro, mais un problème plus général qui va s'aggraver fortement en 2010 : le fait que les obligations d'État forment désormais une bulle sur le



Le cas grec est assez similaire. Non pas qu'il n'y ait pas de crise des finances publiques grecques (elle est bien réelle), mais ses conséquences supposées sur la zone Euro sont surestimées alors que cette crise indique une tension croissante autour des dettes souveraines, talon d'Achille des États-Unis et du Royaume-Uni (9).

publiques du pays n'est donc qu'une étape supplémentaire dans une longue évolution. Les responsables de la zone Euro savent depuis longtemps que le problème grec surviendrait un jour.

Mais le pays pesant 2,5% du PIB de la zone Euro (et 1,9% de celui de l'UE), nous sommes loin d'un grave danger pesant sur la monnaie unique

point d'exploser (plus de 49.500 milliards USD au niveau mondial, soit une hausse de 45% en 2 ans) (14).

Les dégradations de notation effectuées par les agences américaines de notation dans la foulée de la crise de Dubaï indiquent que, comme toujours, ces agences ne savent (ou ne peuvent) pas anticiper ce type d'évolution. Souvenons-nous qu'elles n'avaient rien vu venir dans la crise des subprimes ou dans l'effondrement de Lehman Brothers et AIG, ni d'ailleurs dans celui de Dubaï. Comme elles sont dépendantes du gouvernement US (15), elles ne peuvent pas bien entendu directement mettre en cause le duo au cœur du système financier actuel (Washington et Londres). Cependant, elles indiquent la direction d'où va venir le prochain grand choc, les obligations d'État ... et dans ce domaine, les deux états les plus exposés sont les États-Unis et le Royaume-Uni.

Il est d'ailleurs très instructif de constater que le discours de ces agences évolue subtilement. En quelques semaines on est passé de la sempiternelle explication qui ferait que la qualité intrinsèque des économies et de la gestion de ces deux pays (16) élimine tout risque de défaut de paiement de la part de leurs gouvernements respectifs à un rappel qu'il allait falloir dès 2010 démontrer cette qualité et ces aptitudes gestionnaires afin de garder le fameux Triple A qui permet d'emprunter à moindre coût (17). Si même les agences de notation commencent à demander des preuves, c'est que les choses vont vraiment très mal.

Pour conclure sur le cas grec, notre équipe considère que la situation actuelle est triplement positive pour la zone Euro :

elle l'oblige à considérer sérieusement les mesures de solidarité à mettre en œuvre dans ce

type de situation. Les observateurs vont ainsi devoir faire un choix clair : soit ils traitent la Grèce comme un pays isolé, soit ils la traitent comme une composante de la zone Euro. Mais ils ne peuvent pas faire les deux à la fois, additionnant la faiblesse de la Grèce isolée avec un affaiblissement de la zone Euro à cause de la Grèce.

elle oblige enfin les autorités grecques à faire une opération « Vérité » sur l'état des finances de leur pays et va permettre à l'UE de pousser les réformes nécessaires notamment pour réduire fortement la corruption et le clientélisme endémiques (18).

elle devrait servir d'exemple aux gouvernements européens (et autres) qui manipulent de plus en plus les statistiques économiques et sociales, en démontrant que ces manipulations ne font que plonger les pays plus avant dans la crise. Nous sommes hélas plus dubitatifs sur cette idée que d'autres dirigeants suivraient l'exemple du Premier Ministre grec ; en tout cas pas avant des changements de gouvernement au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France ou en Allemagne par exemple.

Notes:

(1) La consommation reste toujours atone aux États-Unis comme en Europe (malgré les fêtes de fin d'année). La soi-disant croissance chinoise (voir cette vidéo d'Al Jazeera très éclairante sur la réalité derrière les chiffres chinois) n'arrive même pas à stimuler un tant soit peu celle de son voisin nippon (ce qui serait un signe certain qu'il y a bien un redémarrage de l'économie chinoise) obligé d'être le premier grand pays à adopter un second plan de stimulation économique en moins de deux ans (source : Asahi Shimbun, 09/12/2009).
En revanche la manipulation des statistiques bat des records d'activité : baisse « radicale » du chômage aux États-Unis alimentée par l'emploi

précaire lié aux embauches des magasins avant les fêtes et par un mode de calcul toujours aussi « théorique » (source : Global Economic Trend Analysis, 04/12/2009), « Black Friday » dont les ventes ont encore baissé en valeur par rapport à l'année dernière (source : Reuters, 29/11/2009), chômage qui continue à grimper, et immobilier d'entreprise en chute libre en Europe (source : Les Echos, 10/12/2009, et une intéressante promenade visuelle à travers les immeubles de bureaux vides à Amsterdam réalisée par Taco Dankers, chiffre de la production industrielle chinoise « rassurant » en Novembre 2009 parce que comparé à la baisse radicale de Novembre 2008. Quels résultats fantastiques pour les centaines de milliards des plans de relance de l'année 2009 !
(2) Et en croyant les banques qui leur ont dit que les sauver, c'était sauver l'économie.
(3) Source : USA Today, 14/12/2009
(4) Source : CNBC, 08/12/2009 ; Yahoo/Reuters, 27/11/2009
(5) Les deux-tiers du montant global estimé par LEAP/E2020 il y a plus d'un an, qui ne se sont toujours pas évanouis en fumée sur les divers marchés financiers ou immobiliers de la planète.
(6) C'est un score en baisse par rapport au 80% de 2008 mais qui reste très élevé, en particulier pour une année exceptionnelle, notamment par le degré d'intervention des acteurs publics et l'échelle sans précédent de leurs interventions multipliant les facteurs en jeu.
(7) Pour le volet « pression fiscale », Londres et Dublin viennent déjà d'ouvrir le bal (Sources : Times, 06/12/2009 ; Irish Times, 11/12/2009).
(8) « Quand le sage désigne la Lune, l'idiot regarde le doigt ».
(9) Et du Japon dans une moindre mesure.
(10) Source : La Croix, 05/10/2009
(11) Source : New York Times, 22/11/2009
(12) Source : CBPP, 19/12/2009

(13) Ainsi, entre les banques centrales nationales et la BCE, la zone Euro possède 10.900 tonnes d'or et les États-Unis seulement 8.133 tonnes (source : FMI/Wikipedia, 11/2009). Ou, pour être plus précis : le Trésor américain déclare que les États-Unis possèdent une telle quantité d'or, sachant qu'aucun audit indépendant sur le montant exact des réserves d'or US n'a été effectué depuis plus de quarante ans. Nous reviendrons d'ailleurs plus

en détail sur le sujet du montant réel des réserves d'or US dans le prochain GEAB (N°41) puisque notre équipe considère qu'en 2010, face à l'explosion de la bulle des obligations d'État, l'or va redevenir une nécessité incontournable pour les banques centrales.

(14) Sources : Daily Markets, 24/11/2009 ; Telegraph, 30/11/2009 ; Forbes, 24/11/2009

(15) Légalement et même financièrement, voir GEABs précédents.

(16) On touche parfois au surréalisme le plus absolu en lisant les considérations de ces agences.

(17) Source : Wall Street Journal, 08/12/2009

(18) Source: Financial Times, 12/11/2009

Mardi 15 Décembre 2009

Une analyse d'Olivier Crottaz



J'ai demandé à notre financier suisse ce qu'il pensait de la situation qui se tendait dangereusement. Voici sa réponse:

"Effectivement tout est faux dans cette reprise (c'est du fake à l'américaine). Les décors sont en plâtre et plastique, les vitres en faux verre etc. Les nouvelles sont toutes plus mauvaises les unes que les autres et le marché de actions s'en moque totalement. Comme je l'ai écrit ici, le plus difficile en finance c'est le market timing: mais je n'arrive toujours pas à comprendre la psychologie (c'est ce qui rend mon métier passionnant) des intervenants qui "jouissent littéralement" lorsqu'une société annonce des résultats meilleurs qu'attendus (alors qu'ils sont de 70% inférieurs à ceux de l'année précédente et qu'ils continuent à se détériorer). Lisez cet article et vous comprendrez que c'est Armageddon qui se prépare comme dans les années 1930; voici un mail échangé avec un vieil ami. Il m'écrit

(et il a totalement raison): les gouvernements et leurs banques centrales n'ont pas le pouvoir de faire la pluie et le beau temps. Si l'histoire doit être un guide, ils ont surtout le pouvoir d'empirer les choses et c'est ce qui arrive à nouveau aujourd'hui! Les banques centrales ne décident pas de niveau des taux d'intérêts, le marché le dicte. Elles peuvent faciliter le crédit mais ne peuvent forcer les banques à prêter ou les gens à emprunter. Elles ne peuvent pas imprimer des billets de banque pour les distribuer. Elles peuvent par contre monétiser des bons du Trésor dans une certaine mesure (acheter des bons avec de l'argent qu'elles créent par un simple jeu d'écritures). En effet, le marché a le dernier mot et si les banques centrales monétisaient de la dette d'État à tour de bras, le marché réagirait immédiatement en exigeant des taux d'intérêts beaucoup plus haut, ce qui pénaliserait toute reprise économique. Bref, les banques centrales n'ont pas le dixième du pouvoir qu'on leur attribue généralement. Quant aux États, ils vont se trouver bientôt à court de munitions. Qu'ont-ils fait pour contrer cette crise: emprunter d'énormes sommes sur les marchés, c'est-à-dire qu'ils ont détourné de l'épargne, pour le gaspiller dans des programmes de soutien complètement débilés et qui n'ont et n'auront aucun effet positif à long terme, bien au contraire. Ces

abrutis qui nous gouvernent s'imaginent qu'en dépensant de l'argent tout azimut, ils vont rallumer le moteur de la croissance. Pour moi, c'est risible et triste à la fois. Tout cet argent manquera dans le futur et ainsi, ils ne font que prolonger la crise (comme les politiques de Roosevelt dans les années trente ou les politiques du gouvernement japonais plus récemment).

En conclusion, rien ne peut être fait pour éviter cette crise. Les erreurs ont été commises dans le passé et on ne pourra pas faire disparaître ces montagnes de dettes accumulées par un coup de baguette magique. Voilà pourquoi je suis persuadé que nous n'éviterons pas une grande dépression économique dans la plupart des pays occidentaux (USA et GB en particulier). Je ne vois pas d'où la demande pourrait venir pour contrer ces forces récessionnistes et déflationnistes. Les quelques trimestres qui viennent vont d'ailleurs, à mon humble avis, détruire complètement l'idée que les États et banques centrales ont le pouvoir d'influer positivement sur la conjoncture.

Moralité: Planquez-vous, ça va saigner. La question à laquelle je n'ai pas de réponse: quand le bain de sang va commencer... mois ? années ? mais il semble que tout est allé trop loin pour que ça ne saute pas prochainement?"

Pourquoi l'occupation américaine ne peut transformer l'Afghanistan ou l'Irak

Sara Flounders

Quelle est la puissance précise de l'armée américaine, aujourd'hui ?

Pourquoi la machine militaire la plus importante de la planète est-elle incapable de venir à bout de la résistance en Afghanistan, dans une guerre qui a duré plus longtemps que la Seconde Guerre mondiale ou la guerre du Vietnam ?



L'Afghanistan fait aujourd'hui partie des pays les plus pauvres et les plus sous-développés du monde. Son taux d'espérance de vie et son taux d'alphabétisation sont parmi les plus bas, et son taux de mortalité infantile parmi les plus élevés.

Le budget total de l'armée américaine a plus que doublé depuis le début de cette guerre en 2001 pour atteindre les 680 milliards de dollars entérinés par le président Barack Obama le 28 octobre dernier. Le budget militaire américain actuel est plus élevé que la somme de tous les autres budgets militaires de la planète. L'arsenal américain possède également les armes les plus en avance sur le plan technologique.

Les fonds et le nombre d'hommes impliqués en Afghanistan ont augmenté chaque année de l'occupation. En janvier dernier, 20.000 hommes y ont été envoyés et,

aujourd'hui, Obama est soumis à des pressions énormes pour y envoyer 40.000 hommes de plus. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Il y a actuellement en Afghanistan plus de trois fois plus d'hommes, si on compte les forces de l'Otan et les « entrepreneurs » militaires.

Il y a huit ans, après des bombardements aériens massifs préalables suivis d'une invasion rapide et très violente, tous les médias assuraient avec exubérance que l'Afghanistan allait connaître une transformation et une modernisation rapides et que les femmes afghanes allaient enfin être libérées. Le tout était suivi de promesses d'écoles, de routes, d'eau potable, de soins de santé, d'industries prospères et de « démocratie » à l'occidentale.

Un nouveau plan Marshall était d'ailleurs fin prêt

Si rien de tout cela ne s'est produit, est-ce seulement dû à un mépris raciste et grossier ?

En Irak, comment les conditions auraient-elles pu être pires que durant les treize années de sanctions draconiennes imposées par les États-Unis au lendemain de la guerre de 1991 ? Aujourd'hui, plus d'un tiers de la population a perdu la vie, est handicapée, a fait l'objet de déplacements internes et/ou a dû se réfugier à l'étranger. La peur, la violence contre les femmes et les divisions sectaires ont démantelé l'édifice social.

Naguère, au Pakistan, un important courant s'est tourné vers l'Occident pour obtenir des fonds de développement et réaliser la modernisation du pays. Aujourd'hui, ce même courant est aigri et offusqué par l'arrogance américaine, après que des provinces entières ont été évacuées par la force et bombardées au cours de la traque organisée contre al-Qaïda.

Les forces américaines d'occupation sont en fait incapables de mener à bien un programme de modernisation. Les seules choses dont elles sont capables, ce sont les destructions massives, les insultes et les atrocités au quotidien. C'est pourquoi les États-Unis sont incapables de gagner « les cœurs et les esprits » en Afghanistan ou en Irak. Et c'est également ce qui alimente la résistance.

Aujourd'hui, tout effort visant à prouver le pouvoir et la puissance de l'impérialisme américain ne fait que confirmer, au contraire, que la faiblesse croissante et l'incapacité systémique de ce même impérialisme américaine d'être un moteur de progrès humain à quelque niveau que ce soit.

Collaborateurs et seigneurs de guerre

Une partie du problème de l'impérialisme américain réside dans le fait que ses forces d'occupation sont obligées de s'appuyer sur les plus corrompus, vénaux et discrédités des seigneurs de guerre. Le seul intérêt de ces brutes militaires rivales consiste à empocher les fonds de la reconstruction et du développement. On s'est rendu compte que des ministères entiers du gouvernement, leurs fiches de paie et leurs projets n'étaient rien d'autre qu'une fiction absolue. Des milliards destinés aux écoles, à la distribution d'eau et à la construction de routes sont allés directement dans les poches de ces seigneurs de guerre. Des centaines d'articles d'information, d'enquêtes du Congrès et de rapports des Nations unies ont précisément dénoncé l'omniprésence et l'ampleur de toute cette corruption.

En Irak, l'occupation américaine dépend du même type de collaborateurs corrompus. Par exemple, une enquête de la BBC a rapporté que 23 milliards de dollars avaient été perdus, volés ou « improprement justifiés » en Irak. Une injonction de silence venue des États-Unis a empêché toute discussion de ces allégations. (10 juin 2008)

Une partie de l'enquête de la BBC à propos des milliards volatilisés se concentra sur Hazem Shalaan, qui vivait à Londres jusqu'au moment où il fut nommé ministre de la Défense, en 2004. On estime que lui et ses associés ont siphonné quelque 1,2 milliard de

dollars du ministère irakien de la Défense.

Mais le problème le plus grave et le plus ardu n'est pas la corruption des collaborateurs locaux. C'est la structure même du Pentagone et du gouvernement américain. C'est un problème que ni Stanley McChrystal, le général commandant en Afghanistan, ni le président Obama ne pourront améliorer ou résoudre.

C'est le problème d'une armée impérialiste mise sur pied uniquement pour servir le système du profit.

Le complexe industriel de la sous-traitance

Toute l'aide américaine, qu'il s'agisse de l'aide militaire ou de l'aide étiquetée comme « civile », est acheminée via des milliers et des milliers d'entreprises, de sous-traitants et de sous-sous-traitants. Aucun de ces intermédiaires d'entreprise ne s'intéresse le moins du monde au développement de l'Afghanistan ou de l'Irak. Leur seul but immédiat est de décrocher un important superprofit le plus rapidement possible, avec autant de rabiot et de double facturation que possible. Moyennant commission, ils fourniront n'importe quoi, des tueurs à gages comme les mercenaires de Blackwater, du personnel de restaurant, des mécaniciens, du personnel d'entretien ou des routiers sur longues distances.

Cette main-d'œuvre louée se charge également de boulots qui n'ont rien à voir avec la maintenance de l'occupation. Tous les projets de reconstruction et d'infrastructure : épuration des eaux, entretien des égouts, production d'électricité, cliniques médicales et dégagement des routes sont autant de parts du gâteau. Que ces projets voient jamais le jour ou qu'ils fonctionnent correctement ne présente que peu d'intérêt et n'est pour ainsi dire pas une source de préoccupation. Remplir la caisse est la seule chose qui compte.

Dans les guerres du passé, la plupart de ces boulots étaient effectués par les militaires américains. La proportion entre les contractuels et les troupes en service actif est aujourd'hui supérieure à 1 pour 1, tant en Afghanistan qu'en Irak. Pendant la guerre du Vietnam, elle n'était encore que de 1 pour 6.

En 2007, l'Associated Press a calculé que, rien que pour l'Irak, ils étaient 180.000 : « Les États-Unis ont constitué en Irak une imposante armée industrielle supérieure en nombre à leurs forces combattantes en uniforme et assumant des responsabilités tellement étendues que l'armée pourrait n'être plus en mesure d'opérer sans la présence de ses partenaires du secteur privé. » (20 septembre 2007). Leur nombre total était même passé à 190.000 en août 2008 (Christian Science Monitor, 18 août 2008).

Certaines sociétés sont devenues des profiteuses de guerre, comme Haliburton, Bechtel et Blackwater en Irak et Louis Berger Group, BearingPoint et DynCorp International en Afghanistan.

Chaque parcelle d'occupation américaine a fait l'objet d'un contrat au taux de profit le plus juteux, sans coordination, sans contrôle, sans offres publiques. Une infime partie seulement des fournitures désespérément indispensables est arrivée à la population désorganisée et traumatisée par l'occupation.

Il y a aujourd'hui tellement de cochons autour de l'auge que les forces américaines ne sont plus capables de mener à bien les objectifs politiques plus larges de la classe dirigeante américaine. L'armée américaine a même perdu le compte, à plusieurs dizaines de milliers près, du nombre des entreprises et elle ne sait même plus où elles sont ni ce qu'elles font – hormis se faire payer.

On a perdu le compte des mercenaires

Le danger d'un empire qui finir par dépendre de troupes de

mercenaires pour mener ses guerres impopulaires avait déjà été compris à l'époque de l'Empire romain, voici deux mille ans.

Une commission bipartite du Congrès sur l'entrepreneuriat en temps de guerre a été instaurée l'an dernier pour examiner les contrats gouvernementaux concernant les opérations de reconstruction, de logistique et de sécurité et pour recommander des réformes. Toutefois, Michael Thibault, vice-président de la commission, a expliqué lors d'une audition, le 2 novembre, qu'« il n'y a pas une seule source permettant une image claire, concrète et exacte du nombre d'entreprises sous contrat, ni des emplacements, des contrats ou des prix. » (AFP, 2 novembre 2009)

« [Thibault a déclaré] *qu'en avril, le Pentagone avait compté environ 160.000 contractants, principalement en Irak, en Afghanistan et au Koweït, mais le commandement central en avait déjà noté plus de 242.000 un mois plus tôt.* » Cette différence sidérante de 82.000 contractants s'appuyait sur des comptages absolument différents en Afghanistan. La seule différence est bien plus grande que le nombre de soldats américains – 60.000 – en Afghanistan.

Thibault de poursuivre : « *Comment les contractants peuvent-ils être correctement gérés si nous ne sommes pas sûrs de leur nombre, de l'endroit où ils se trouvent et de ce qu'ils font ?* » L'absence d'un compte exact « *est une invitation au gaspillage, à la fraude et à l'abus de l'argent du contribuable et compromet gravement la réalisation des objectifs de la mission américaine.* » Le Federal Times du 2 novembre rapportait que Thibault avait également posé une question : « *Comment pouvons-nous garantir aux contribuables qu'ils ne paient pas des travailleurs 'fantômes' ?* »

C'est devenu une contradiction insolvable dans les guerres impérialistes pour le profit, les

marchés et la domination impérialiste. Les universitaires bourgeois, commissions de spécialistes et autres analystes politiques sont de plus en plus préoccupés.

Thomas Friedman, chroniqueur syndiqué multimillionnaire profondément soucieux des intérêts à long terme de l'impérialisme américain, décrit les dangers « à Washington d'un complexe industriel de la sous-traitance qui a un intérêt économique dans les expéditions à l'étranger » (New York Times, 3 novembre 2009)

La guerre de l'outsourcing

Friedman se hâte d'expliquer qu'il n'a rien contre l'outsourcing. Son inquiétude porte sur le modèle des tâches clés de cet outsourcing, avec l'argent et les instructions qui changent de mains à plusieurs reprises dans un pays étranger. Cela ne fait qu'inciter aux abus et à la corruption. Friedman cite Allison Stanger, auteur de « One Nation Under Contract : The Outsourcing of American Power and the Future of Foreign Policy » (Une nation sous contrat : L'outsourcing du pouvoir américain et l'avenir de la politique étrangère), qui lui a dit : « Les contractants assurent la sécurité du personnel clé et des sites importants, y compris nos ambassades ; ils nourrissent, habillent et logent nos soldats ; entraînent les unités de l'armée et de la police ; et ils supervisent même d'autres contractants. Sans une force multinationale de sous-traitants pour boucher le trou, nous aurions besoin de toute une levée de troupes pour assurer ces interventions jumelées. »

Voilà la véritable raison des forces militaires sous contrat. Le Pentagone n'a pas assez de soldats et il n'a pas assez de collaborateurs ou d'« alliés » pour mener ses guerres.

Selon le Service de recherche du Congrès, les sous-traitants, en 2009, représentent 48 pour cent des forces du département de la Défense en Irak

et 57 pour cent en Afghanistan. Des milliers d'autres sous-traitants travaillent pour des institutions « caritatives » financées par les sociétés ainsi que pour de nombreuses institutions gouvernementales. Le département d'État américain (= ministère des Affaires étrangères, NdT) et USAID (Agence américaine pour le développement international) recourent même à ces sous-traitants de façon plus extensive encore : 80 pour cent du budget du département d'État part dans la sous-traitance et les subventions.

Les sous-traitants sont censés ne pas combattre des militaires, bien qu'à peu près 1800 de ces contractants aient été tués depuis le 11 septembre. (U.S. News & World Report, 30 octobre 2009). Bien sûr, il n'y a pas d'archives sur les milliers d'Afghans et d'Irakiens tués en travaillant pour les sociétés de sous-traitance américaines, ni des milliers de personnes d'autres nations opprimées qui sont acheminées dans les pays en guerre pour effectuer les besognes les plus dangereuses.

Travailler avec des sous-traitants est une façon de masquer non seulement les pertes humaines, mais aussi l'importance numérique réelle des forces américaines d'occupation. Par crainte d'une opposition aux États-Unis mêmes, le gouvernement fait intentionnellement état d'un nombre de militaires en Afghanistan et en Irak nettement inférieur aux chiffres réels.

Un système géré sur les dépassements de coûts

Les dépassements de coûts et l'enrichissement sur le dos de la guerre ne se limitent pas vraiment à l'Irak, à l'Afghanistan ou à d'autres théâtres de guerre. Ils constituent l'édifice même de la machine de guerre américaine et la base de l'économie américaine.

Lorsque le président Obama a entériné le plus gros budget militaire de l'histoire, le 28 octobre dernier, il

a déclaré : « Le Bureau gouvernemental des comptes (GAO – Government Accountability Office), a examiné 96 importants projets de défense de l'an dernier et a découvert que les dépassements totalisaient 296 milliards de dollars. » Ceci, sur un budget militaire total, pour 2009, de 651 milliards de dollars. Ainsi, près de la moitié des milliards de dollars accordés aux firmes militaires sont des dépassements de frais !

Et ce, à une époque où des millions de travailleurs sont confrontés à un chômage systémique à long terme et à des saisies massives de leurs maisons.

Les guerres en Afghanistan et en Iraq ont coûté jusqu'à présent plus de 1000 milliards de dollars. Il est prévu que la minable loi sur la réforme des soins de santé, qui a déclenché un beau tollé à la Chambre et pourrait bien ne pas survivre aux révisions du Sénat l'an prochain, va coûter 1.100 milliards de dollars, étalés sur une période de dix ans.

La machine militaire américaine, surdimensionnée, de plus en plus sujette à des dysfonctionnements et axée sur le profit est incapable de résoudre les problèmes ou de reconstruire les infrastructures en ruine de l'Afghanistan ou de l'Irak, tout comme elle est incapable de

reconstruire les infrastructures en ruines des États-Unis. Elle est incapable de répondre aux besoins des gens, où que ce soit.

Elle absorbe la plus grosse part des ressources de la planète et plus de la moitié du budget national américain. Cette combinaison intenable va donner naissance, tôt ou tard, à une nouvelle résistance ici et dans le monde entier.

Source: Workers World

Traduit par Jean-Marie Flémal pour Investig'Action

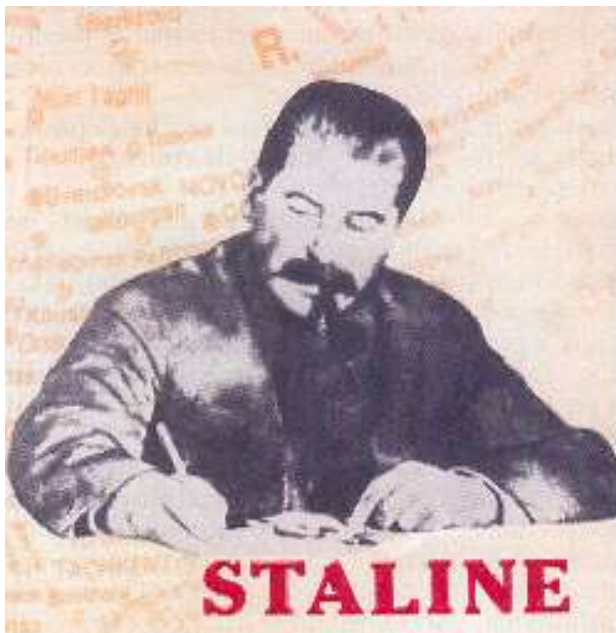
Image: Soldat U.S. éreinté en Afghanistan par David Guttenfelde

De Munich au Pacte Germano-Soviétique

Maurice Hartmann

Pour le 100e anniversaire de sa naissance — 21 décembre 1879

Édition électronique réalisée par Vincent Gouysse



« Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc... Il serait puéril de faire la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire

de remarquer que le grand et périlleux jeu politique, commencé par les partisans de la politique de non-intervention, pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec. » J. Staline

Ces paroles prophétiques de Joseph Staline furent prononcées le 10 mars 1939 au XVIIIe congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique au cours du rapport sur l'activité du Comité Central et concluaient l'analyse qu'il venait de faire, concernant l'évolution de la situation politique internationale depuis le XVIIe congrès en 1934.

Cette période était caractérisée par la montée régulière des forces de guerre dans un monde qui venait d'être frappé d'une crise économique sans précédent, de 1929 à 1933. Le nombre des chômeurs dans les principaux pays industrialisés s'était élevé à 30

millions, la production descendit à moins de 50 % de ce qu'elle était avant la crise.

Ce désastre économique rendit la lutte pour les matières premières et les débouchés plus âpre entre les pays capitalistes. L'Allemagne, l'Italie, le Japon voulaient obtenir une nouvelle répartition des zones d'influences, des richesses et des territoires, contre les nations satisfaites par les suites de la guerre 1914-1918 : Angleterre, France, États-Unis. L'opposition entre ces groupes d'États était majeure et s'il n'y avait eu que ce genre de difficultés entre eux, on aurait abouti à une nouvelle guerre impérialiste sans autre caractéristique. Mais, à l'intérieur de chaque État capitaliste, la lutte des classes s'était développée et les grandes bourgeoisies italienne et allemande avaient réussi à substituer le fascisme aux formes démocratiques bourgeoises utilisées auparavant, alors que dans les autres pays capitalistes la structure libéro-démocratique avait subsisté, non sans luttes, et permettait à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses d'agir efficacement pour la défense de leurs



intérêts. Enfin, et c'est là l'élément le plus important, le monde était désormais divisé en deux systèmes économiques différents et antagonistes par nature :

- le capitaliste qui porte en lui sa contradiction fatale qui ressort de la propriété privée des moyens de production et d'échange (usines, magasins, banques) et le mode de production et de distribution qui est collectif, qui fait appel à de grandes masses de participants,

- et le socialiste en Russie où tous les moyens de production (usines, magasins, banques, agriculture) ont été remis à la nation et dont l'exploitation planifiée bénéficie à la collectivité tout entière.

De tous ces éléments imbriqués résultait une situation embrouillée où alternativement, un aspect de la question prenait le pas sur l'autre, cependant que, de l'acuité des luttes inter-puissances sortaient des conflits armés : l'Italie à la conquête de l'Éthiopie, le Japon contre la Chine.

Bientôt ce fut le problème de classe, c'est-à-dire l'antisoviétisme qui prit le dessus ; mais cette politique, dirigée contre l'intérêt des peuples,

était absolument inavouable par les gouvernements de la France et de l'Angleterre dans cette période d'avant-guerre. Il fallait camoufler cette orientation antisoviétique afin que son objectif final n'apparaisse d'aucune façon. Alors, on vit fleurir des expressions nouvelles, des slogans « grande consommation » pour égarer le plus possible l'opinion publique, comme par exemple : « **non-intervention** » formule paraissant sage à l'opinion populaire. On pouvait croire qu'en n'intervenant pas on sauvegardait la paix. La preuve a été apportée du contraire !

Toute une politique a été montée dont l'initiatrice était l'Angleterre qui avait comme justification l'« apaisement » et qui permettait, sous ce prétexte, d'accorder de multiples avantages aux États agresseurs. Mais, le mot le plus employé, le mot sacré, c'était la « Paix » ; avec lui, tout était permis, la honte n'avait plus droit de cité. Par ce mot, toutes les trahisons étaient permises ; mais au bout : ... 50 millions de morts !

Il s'agissait bien d'une politique inavouable, prenons quelques exemples. Si Munich est le point

culminant de la préparation à la guerre, il fut précédé par une suite de capitulations de la France et de l'Angleterre, les deux nations visées par les agresseurs. Nous les avons signalées au chapitre précédent ; elles sont autant de jalons sur la route des abandons, elles s'appellent : 16 mars 1935, 16 septembre 1935, octobre 1935, 7 mars 1936, juillet 1936, à chaque fois, c'est un pas nouveau vers la guerre en attendant le plus définitif de tous, le pacte de Munich.

En France, le 3 mai 1936, eurent lieu des élections générales qui virent la victoire du Front populaire ; c'était une grande victoire démocratique mais qui serait restée limitée si elle n'avait été accompagnée d'une formidable action populaire. En mai et juin un mouvement gréviste d'un style nouveau se développa avec ampleur. Pour la première fois les travailleurs faisaient grève sur place donc avec occupation des locaux de travail ; puissants, spontanés, unanimes, ils risquaient de tout emporter, du moins la bourgeoisie le crut ; ce fut sa plus grande peur. Comme le déclara Léon Blum, chef du gouvernement : « Jamais je n'aurais pu, en un si court délai, s'il n'y avait eu le mouvement gréviste, faire passer un tel train de revendications sociales », — augmentation des salaires, semaine de 40 heures, conventions collectives, congés payés, délégués du personnel.

C'était l'euphorie parmi les travailleurs, mais de gros nuages survinrent rapidement. Le 18 juillet on apprenait qu'un soulèvement militaire venait d'éclater en Espagne contre le gouvernement de Front populaire qui était sorti des urnes en mars précédent. L'insurrection était dirigée par le général Franco qui se plaçait à la tête de la réaction fascisante avec ses soldats marocains pour défaire ce qu'avait voulu le suffrage universel. Dès les premières semaines la preuve était apportée qu'un appui logistique était fourni à Franco par Hitler et Mussolini sous la forme d'aviation et d'artillerie d'abord, et ensuite beaucoup plus massivement comme le démontre

cet extrait de l'ouvrage de Churchill déjà cité page 261 ; il s'agit d'une conversation au sujet de l'Autriche entre Chamberlain Eden et le Comte Grandi : « L'ambassadeur refusa, et de discuter sur l'attitude que l'Italie prendrait à l'égard de l'Autriche, et de prendre en considération le projet anglais de retrait des volontaires, ou soi-disant tels, en Espagne (Il s'agissait en réalité de 5 divisions de l'armée régulière italienne) ».

Il était de l'intérêt évident de la France d'aider le gouvernement légal de l'Espagne à maîtriser, non seulement ses rebelles, mais également de chasser les armées étrangères qui l'avaient envahie à la faveur de l'insurrection militaire. Il n'en fut rien, on ne le fit pas, mais plus encore, le gouvernement français refusa de livrer des commandes d'armement qui avaient été faites avant les événements.

Ainsi, ce qu'aucun autre gouvernement français n'aurait pu faire, qu'il soit dirigé par Laval, Tardieu ou Poincaré, le gouvernement de Front populaire le réalisa. Léon Blum était le seul politicien à pouvoir empêcher que la solidarité matérielle du peuple français ne s'exerçât en faveur du peuple espagnol et cela avec une trouvaille diabolique : alors qu'Hitler et Mussolini intervenaient en faveur des rebelles et qu'il était bien clair qu'ils continueraient quoi qu'il advienne, Léon Blum et ses complices de Grande-Bretagne inventèrent la non-intervention, déclarant que chacun aurait à cœur d'honorer et de respecter son engagement, ce que jamais, bien entendu ne firent les deux dictateurs, mais ce qu'observa rigoureusement l'Angleterre et la France. Seule la Russie malgré son éloignement, fit parvenir des armes au gouvernement espagnol.

Cet épisode de la vie internationale n'a sa place ici que pour montrer à quel point peuvent jouer, pour la bourgeoisie, les intérêts de classe ; combien la vie des peuples et l'indépendance des nations pèsent peu au regard de la suprématie d'une caste

que les dirigeants bourgeois servent fidèlement.

De ce fait, alors qu'il pouvait déjà contrôler deux des frontières françaises, le fascisme s'installe sur la troisième et dernière sans que les responsables français appellent à réagir. C'est plus qu'aberrant ! Que pouvaient penser les dirigeants soviétiques, et Staline en premier lieu, de cet aveuglement inspiré par les plus bas calculs ?

La guerre civile espagnole, si l'on peut dire, dura presque trois années, fit des centaines de milliers de victimes et se déroula avec une sauvagerie inouïe.

Une formule célèbre est née dans cette guerre. Comme la résistance des républicains s'épuisait et que la chute de la capitale était prévisible puisque quatre colonnes franquistes convergeaient vers Madrid, quelqu'un demanda laquelle de ces quatre colonnes prendrait la ville : « Aucune » fut-il répondu, « ce sera la cinquième », c'est-à-dire tous les partisans de Franco, donc de l'ennemi à l'intérieur des lignes républicaines qui attendaient le moment favorable pour poignarder dans le dos les républicains ; de là, date l'expression cinquième colonne. Elle devait s'illustrer partout au cours de la guerre qui venait à grands pas comme l'atteste l'affaire de Munich.

Munich, c'est-à-dire le traité signé le 29 septembre 1938 entre l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie, constitue l'événement le plus important de l'avant-guerre, le plus décisif également quant à la marche vers la guerre, le plus fructueux pour la politique Hitlérienne. Avant d'en examiner les divers aspects, rappelons que l'Union Soviétique multiplia ses efforts, prit de nombreuses initiatives, soumit des propositions notamment à la France et à l'Angleterre pour essayer d'enrayer la course à l'abîme.

Rien n'y fit ; la décision était déjà prise dans les cercles restreints des grandes bourgeoisies qui détiennent le pouvoir à ce moment-là et qui étaient fixées sur l'idée qu'Hitler constituait le meilleur rempart contre le communisme. En Grande-Bretagne

c'était le même cas avec le groupe dominé par Chamberlain ; par contre, des minorités de la tendance Churchill, sans diverger sur le fond, appréciaient justement et appréhendaient les dangers qu'une telle politique faisait courir à leur nation et, par voie de conséquence, à leur pouvoir de domination de classe. Il est d'ailleurs habituel pour ces castes de ne jamais « mettre tous les œufs dans le même panier ». Ceci se vérifie aussi en France.

Ces événements de l'avant-guerre sont tellement liés les uns aux autres, la politique nazie épouse une telle continuité, toute tendue vers les ambitions de la domination de la race germanique, que chaque fait historique important, comme l'absorption de l'Autriche, ne constitue en réalité qu'un épisode, qu'une étape vers l'unique but.

Si, comme nous l'indiquons au chapitre précédent, dès son accession au pouvoir, Hitler manifesta le désir de s'emparer de l'Autriche, bien qu'il ne le dit pas ouvertement, il fut obligé de tempérer son impatience ; les conditions n'étaient pas réunies. Mais, après les succès qu'il remporta successivement avec la connivence bien dissimulée de la France et de l'Angleterre, il s'enhardit. Au début de 1938 et le 12 février, il convoqua à Berchtesgaden le chancelier autrichien Schuschnigg qui s'y rendit accompagné de son ministre des affaires étrangères Guido Schmidt. Là, il leur fit part de ses exigences. Il n'est pas utile d'entrer dans le détail, disons simplement qu'un mois plus tard, les 12 et 13 mars, l'occupation de l'Autriche était réalisée. Mais on retiendra, rapporté par Churchill – ouvrage cité, page 268, cette partie du dialogue Hitler-Schuschnigg. C'est Hitler qui parle :

« Ne croyez pas que personne au monde m'empêchera d'exécuter mes décisions! L'Italie? Je n'ai plus aucun compte à régler avec Mussolini. Avec l'Italie, je suis dans les meilleurs termes. L'Angleterre ?

L'Angleterre ne lèvera pas le petit doigt en faveur de l'Autriche... Et la

France ? Eh bien ! Il y a deux ans, lorsque nous sommes entrés en Rhénanie avec une poignée de bataillons... à ce moment-là oui, j'ai beaucoup risqué. Si la France avait alors marché, nous aurions été forcés de nous retirer... Mais pour la France, il est maintenant trop tard !!! »

La réalisation du Grand Reich était en bonne voie avec l'annexion de l'Autriche. De plus, il s'en dégageait un avantage géographique qui allait être exploité pour les prochaines opérations : une nouvelle et importante partie de la frontière tchèque avec l'Autriche devenait allemande.

Comme il le faisait à chaque aggravation de la situation, inlassablement Staline préconisait une politique de sécurité collective. A nouveau le 18 mars 1938, il proposait une conférence pour discuter de l'extension du pacte Franco-soviétique à l'échelle de la Société des Nations, dans l'éventualité d'une grave menace allemande contre la paix. Proposition accueillie sans enthousiasme par Londres et Paris, nous dit Churchill (page 278) en précisant : « J'avais insisté sur les perspectives d'un projet d'alliance entre la Russie, l'Angleterre et la France, où je voyais notre seul espoir de contenir la ruée nazie ».

Et comme toujours, les meilleures solutions sont vite repoussées avec les plus mauvais arguments qui soient ; qu'on en juge sur l'intervention à la Chambre des Communes de M. Chamberlain, le 24 mars : « Le gouvernement de sa Majesté estime que la conséquence indirecte, mais néanmoins inévitable, de l'action proposée par le gouvernement soviétique, serait d'aggraver la tendance à la création de groupements exclusifs de nations qui, dans l'opinion du gouvernement de sa Majesté, ne sauraient qu'être défavorables aux chances d'avenir de la paix en Europe. » (Winston Churchill, ouvrage cité, p. 280.)

Peut-on imaginer sophisme plus dépouillé, plus on défend la paix, plus on la compromet. Ce pourrait être incohérent s'il ne s'agissait pas d'une

politique bien déterminée qui va s'affirmer avec éclat dans les mois qui vont suivre.

Les plans d'Hitler étaient prêts. Il s'agissait de liquider la Tchécoslovaquie en tant qu'État indépendant et cela dans les plus courts délais. Mais la Tchécoslovaquie était liée par des traités avec d'autres nations et pas des moindres ! La France, notamment s'était toujours portée garante – depuis 1919 – de l'indépendance Tchéque ; tous les gouvernements de Paris avaient renouvelés cette assurance.

Malgré les modifications qui venaient de se produire en Europe, et dès le 14 mars 1938, donc au lendemain de l'Anschluss, celui de Léon Blum ne faillit pas à la tradition puisque le président du Conseil lui-même tint à assurer solennellement à l'ambassadeur Tchéque que la France tiendrait, sans réserves, ses engagements. Cette promesse devait être confirmée par le successeur de Léon Blum, trois mois plus tard exactement le 12 juin, Édouard Daladier déclara que les engagements de la France à l'égard de la Tchécoslovaquie étaient sacrés et irrévocables.

Ces assurances répétées n'étaient pas prises au sérieux par Hitler. Le 18 juin il décida de préparer l'attaque contre la Tchécoslovaquie, cependant qu'une grande inquiétude régnait parmi l'État-major allemand qui pensait que le bluff ne réussirait pas éternellement comme cela avait été le cas une première fois avec le réarmement allemand, une seconde fois avec la réoccupation de la Rhénanie, une troisième fois avec l'annexion de l'Autriche. Aussi, en même temps qu'il prend ses dispositions de combat, Hitler éprouve le besoin de rassurer ses généraux par une lettre à Keitel :

« Je ne déciderai d'engager l'action contre la Tchécoslovaquie qu'une fois convaincu que la France ne marchera pas et que, par conséquent, l'Angleterre n'interviendra pas, tout comme cela s'est passé lors de la réoccupation de la zone démilitarisée et de l'entrée de nos

troupes en Autriche. » (Nuremberg, Documents Part, 2 p. 10, Winston Churchill, ouvrage cité, p. 297.)

Juillet et août se passèrent en pourparlers secrets, démarches publiques, va-et-vient de chargés de mission, pendant que l'inquiétude des peuples grandissait.

Le 31 août, par lettre à son gouvernement, Churchill proposait sans succès une démarche commune Angleterre, France, Russie. A peu près dans le même temps, sollicitée par le gouvernement français, l'Union Soviétique faisait connaître qu'elle était prête dans le cadre de la Société des Nations à remplir tous ses engagements vis-à-vis de la Tchécoslovaquie et proposait, qu'à cet effet, des conversations, d'états-majors aient lieu immédiatement entre la France, la Tchécoslovaquie et elle-même ; de cela le gouvernement britannique en était informé par ses soins, mais il n'est pire sourd qui ne veuille entendre.

Dès lors, tout devait aller très vite. Le 12 septembre, Hitler au cours de son congrès attaqua violemment les Tchèques ; ceux-ci répliquèrent par la loi martiale. Le conflit atteignait son point culminant ; les gouvernements anglais et français allaient faire pression sur la Tchécoslovaquie pour l'amener à céder, ce qui se produisit malgré une dernière mise en garde de l'Union Soviétique.

Le 30 septembre à deux heures du matin l'accord de Munich était signé par Hitler, Daladier, Mussolini, Chamberlain. Ni la Tchécoslovaquie, ni l'Union Soviétique n'avaient été invitées à participer aux discussions. L'accord prévoyait pour les jours suivants, le rattachement à l'Allemagne de la région des sudètes qui comprenait une zone fortifiée mettant ainsi le reste du pays à la merci d'Hitler. D'ailleurs le 15 mars suivant la Tchécoslovaquie était entièrement occupée par l'Allemagne.

Les accords de Munich furent approuvés à la chambre française par tous les partis bourgeois et le parti socialiste. Ont voté contre : les 73

députés communistes, M. Bouhey député socialiste et M. de Kérillis.

En Angleterre, ce n'est que par 366 voix contre 144 que l'approbation fut obtenue et il y eut une quarantaine de députés conservateurs qui s'abstinrent, c'est-à-dire ceux qui se rangeaient à l'avis de M. Churchill. En voici la teneur :

« ... Il me reste à exposer l'histoire de l'accueil qui fut réservé aux offres de collaboration russes à la veille de Munich. Si seulement le peuple anglais avait pu savoir et comprendre qu'après avoir négligé nos moyens de défense et cherché à affaiblir ceux de la France, nous étions maintenant en train de repousser l'une après l'autre, les deux puissantes nations dont tous les efforts étaient nécessaires pour sauver notre vie et la leur, l'histoire aurait peut-être suivi un cours différent. Mais tout semblait si facile quand on vivait au jour le jour. Puissent, dix ans plus tard, les leçons du passé nous servir de guide ! » (Winston Churchill, Extrait des mémoires, ouvrage cité, p. 260.)

Dans le précédent chapitre, nous avons parlé des décisions ahurissantes parmi lesquelles : Munich.

Voici pour étayer notre jugement :

« Nous connaissons maintenant la réponse faite par le maréchal Keitel à la question précise que lui posa le représentant Tchèque au procès de Nuremberg : « Le colonel Eger, représentant de la Tchécoslovaquie, demande au maréchal Keitel : « Le Reich aurait-il attaqué la Tchécoslovaquie en 1938 si les puissances occidentales avaient soutenu Prague ?

Le maréchal Keitel répondit : « Certainement non. Militairement nous n'étions pas assez forts. Le but de Munich (c'est-à-dire de l'accord conclu à Munich) était d'éliminer la Russie de l'Europe de gagner du temps et de parachever nos armements » (Winston Churchill, ouvrage cité, p. 325.).

Avant que l'occupation complète de la Tchécoslovaquie ne fût réalisée et seulement après l'affaire des sudètes, voilà comment l'ambassadeur soviétique en France appréciait

l'événement et en informait son gouvernement : « 12 octobre 1938 — Même ceux qui récemment encore s'époumonaient en accueillant Daladier au Bourget et couvraient de fleurs sa marche triomphale au tombeau du soldat inconnu ont compris maintenant plusieurs vérités incontestables et suffisamment désagréables, à savoir que :

1°) avec l'aide de la France, l'Allemagne a, sans coup férir, augmenté de plus de trois millions sa population qui, de ce fait, atteint donc actuellement plus du double de la population française.

2°) L'Allemagne a augmenté son territoire de plus de 27000 km².

3°) Elle a reçu en don une série de fabriques et d'usines à l'équipement tout à fait moderne, et des ressources essentielles en richesses minérales.

4°) Elle s'est appropriée maintenant une ligne de fortification qui a toujours été considérée comme la barrière la plus sérieuse contre une agression allemande en Europe centrale, et qu'en même temps la France :

a) a perdu son plus fidèle allié en Europe centrale.

b) a perdu une armée qui, en temps de guerre aurait pu atteindre 1 million ou 1,5 million d'hommes et qui, s'appuyant sur les fortifications abandonnées aurait été capable de stopper une armée allemande de non moindre dimension.

c) a perdu maintenant tous ses alliés, a détérioré ses liens avec l'URSS et a notablement déprécié, même aux yeux de l'Angleterre, son importance et son rôle d'allié.

Le représentant plénipotentiaire en France. Souritz » (Ministère des affaires étrangères de l'URSS,

Documents et matériaux, p. 31, l'URSS dans la lutte pour la paix à la veille de la seconde guerre mondiale.)

Avec le recul, on imagine mal, qu'une politique aussi contraire aux intérêts de plusieurs pays et notamment de ceux de la France ait pu être menée avec l'appui de la majorité de l'opinion publique et contre la

volonté d'une partie de celle-ci ; il est vrai que cette politique était déguisée par tous les moyens d'information et présentée comme une politique de paix, une politique d'« apaisement » qui, une fois les revendications allemandes satisfaites, conduirait à la paix pour une longue période alors qu'au contraire elle conduisait tout droit à la guerre. On le savait, mais on souhaitait — et on y souscrivait d'avance — que se soit une guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique.

Si, comme le remarque l'ambassadeur Souritz dans sa note du 12 octobre 1938, les yeux commençaient à se dessiller après la signature du pacte de Munich le 30 septembre, ce fut beaucoup plus apparent après le 15 mars 1939, date de l'occupation de Prague par l'armée allemande. Conscient des changements survenus dans l'opinion publique et contraint d'en tenir compte, Chamberlain prenant la parole à Birmingham le 17 mars, dut dénoncer la trahison flagrante d'Hitler, mais ceci avait peu d'effet sur les événements.

Par note du 18 mars 1939 au gouvernement allemand, l'Union Soviétique condamnait formellement l'agression comme le montre cet extrait : « 4) En l'absence de toute manifestation de la volonté du peuple, l'occupation de la Bohême par les troupes allemandes et les actions successives du gouvernement allemand ne peuvent être considérées que comme arbitraires, violentes, agressives.

5) Les observations ci-dessus concernent pleinement la modification du statut de la Slovaquie dans le sens de la subordination de celle-ci à l'Empire allemand, ce qui n'a pas été justifié par une quelconque manifestation du peuple slovaque.

6) Les agissements du gouvernement allemand ont servi de signal à la grossière invasion de la Russie subcarpatique par les troupes hongroises et à la violation des droits élémentaires de sa population.

7) A la suite de quoi le gouvernement soviétique ne peut

reconnaître l'inclusion de la Bohême dans l'empire allemand ni celle de la Slovaquie sous une forme ou sous une autre légitimes et conformes aux normes admises du droit international et à l'équité ou au principe de l'autodétermination des peuples. »

(Ministère des affaires étrangères de l'URSS. Ouvrage déjà cité document n°117—p. 174.)

Telle était la position de Staline sur l'un des événements qu'il citait dans son énumération, au cours du rapport au XVIIIe congrès qui se tenait à Moscou du 10 au 21 mars 1939 : « Et voici les événements les plus importants de la période envisagée, qui ont marqué le début de la nouvelle guerre impérialiste. En 1935, l'Italie a attaqué l'Éthiopie et s'en est emparée. Pendant l'été de 1936, l'Allemagne et l'Italie ont entrepris en Espagne une intervention militaire, au cours de laquelle l'Allemagne a pris pied dans le nord de l'Espagne et dans le Maroc espagnol, et l'Italie dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares. En 1937, après s'être emparé de la Mandchourie, le Japon envahit la Chine centrale et du nord, occupé Pékin, Tientsin, Shanghai, il évince de la zone occupée ses concurrents étrangers. Au début de 1938, l'Allemagne s'est annexé l'Autriche, et, à l'automne de 1938, le Japon s'est emparé de Canton et, au début de 1939, de l'Île de Hainan.

C'est ainsi que la guerre, qui s'était imperceptiblement glissée vers les peuples, a entraîné dans son orbite plus de 500 millions d'hommes.

Ainsi nous assistons à un partage déclaré du monde et des zones d'influences aux dépens des intérêts des États non agresseurs, sans aucune tentative de résistance et même avec une certaine complaisance de leur part. Cela est incroyable, mais c'est un fait. » (J. Staline, Œuvres, tome 14, PP. 237-239 et suivantes.)

Et Staline poursuit sa démonstration en expliquant que cette politique n'est pas dictée par une infériorité militaire ou économique des

états non agresseurs, la France et l'Angleterre ; Bien au contraire.

Mais, une première raison d'ordre impérialiste les pousse à agir ainsi : laisser l'Allemagne, l'Italie et le Japon s'engager dans les actions militaires sur leurs voisins et vers l'URSS, actions qui les affaibliront et permettront aux alliés d'intervenir, le moment venu, et de dicter leur loi.

La deuxième raison est d'ordre beaucoup plus politique et nécessite un camouflage plus sérieux, car ce n'est pas pour rien qu'Hitler s'est posé en bouclier contre le communisme, la répression qu'il a exercée en Allemagne en remplissant ses premiers camps de concentration de communistes a encore donné plus de poids à ses déclarations.

Pendant la dernière année de paix, un mot d'ordre est couramment répandu en France : « mieux vaut Hitler que le front populaire » ce qui rend plausible la politique d'« apaisement » et de « non-intervention » pratiquée à l'égard des agresseurs, politique qui n'a pour objet que d'orienter vers l'Est la revendication allemande d'« espace vital ».

Staline note également un fait caractéristique dans la presse d'Europe et des États-Unis : l'impatience marquée à attendre la « campagne contre l'Ukraine soviétique ». Ils écrivent que les Allemands les ont « cruellement déçus ».

Ainsi Staline, en matière de politique extérieure, s'affirme-t-il résolu à :

1) Continuer la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays.

2) Être prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits.

3) Augmenter par tous les moyens la puissance combative de notre armée et de notre Marine militaire rouges.

4) Renforcer les liens internationaux d'amitiés avec les travailleurs du monde entier, intéressés au maintien de la paix et de l'amitié

entre les peuples. » (J. Staline, ouvrage cité, tome 14, p. 244.)

Au moment même où se déroulait le XVIIIe congrès, la situation internationale continuait à évoluer vers la guerre, car l'Allemagne commençait à s'en prendre à la Pologne. Dès le mois de mars et le 3 avril, le chef d'état-major allemand, général Keitel, donnait ses directives pour l'attaque qui devait être prête pour le 1er septembre. Dans cette direction le 23 mars, les troupes allemandes avaient occupé Memel, le seul port de Lituanie. Dans cette grande coalition, cristallisée sur l'axe Berlin-Rome-Tokyo, aucun partenaire ne restait inactif, et le 7 avril 1939, à nouveau l'Italie entraînait dans la danse en débarquant et en occupant l'Albanie.

Le 16 avril 1939, toujours et jusqu'au bout soucieuse de préserver la paix, ou tout au moins de gêner au maximum l'exécution des plans des agresseurs, l'Union Soviétique fit des propositions qui tendaient à la création d'un pacte d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne, la France et l'URSS, et ouvert à la Pologne. Ce pacte devait permettre d'accorder une garantie à ceux des États d'Europe centrale et orientale qui pouvaient être menacés par les visées expansionnistes allemandes.

Ces propositions font l'objet des observations suivantes de la part de Winston Churchill : « On ne peut mettre en doute, même aujourd'hui à la lumière des événements, que la Grande-Bretagne et la France auraient dû accepter la proposition russe et proclamer la triple alliance. Quant aux méthodes à adopter pour rendre cette alliance effective en cas de guerre, elles auraient été réglées par les alliés luttant contre l'ennemi commun.

L'alliance de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie aurait jeté profondément l'alarme au cœur de l'Allemagne en 1939, et nul ne peut affirmer que la guerre n'aurait pu alors être évitée » (Winston Churchill, ouvrage cité, pp. 370-371.).

Une telle proposition s'inspirait des intérêts immédiats des puissances

en cause, du maintien de la paix et correspondait au courant populaire qui se développait en Angleterre et en France contre les conséquences, maintenant très palpables, de l'accord de Munich. Il était encore temps, mais il fallait faire vite ; l'urgence des décisions dans ce sens ne faisait pas de doute et, puisque dans son discours du 17 mars à Birmingham Chamberlain semblait avoir pris conscience des dangers qui s'étaient accumulés on aurait pu croire qu'on allait enfin sortir de l'impasse. C'est ce qui se serait produit si des forces occultes, dont Churchill se garde bien de parler, n'avaient imposé une autre direction.

Effectivement, pendant que des jours et des semaines passaient, des pourparlers secrets avaient lieu pour rechercher un accord avec l'Allemagne afin d'orienter celle-ci vers l'Ukraine soviétique.

Afin de mieux dissimuler ces contacts déshonorants et de paraître répondre à l'attente des peuples anglais et français, des conversations furent ouvertes le 15 avril entre l'ambassadeur anglais et Maxime Litvinov, ministre des affaires étrangères de l'URSS. Ces conversations allaient rapidement se révéler stériles puisque l'obstacle majeur ne pouvait être surmonté qu'avec l'accord de la Pologne. L'URSS et l'Allemagne n'avaient pas de frontière commune ; en cas de conflit, il fallait que les troupes soviétiques fussent autorisées à traverser la Pologne, mais celle-ci refusa jusqu'au bout, certainement encouragée discrètement par les occidentaux.

Pendant toute cette période, tout l'art des négociateurs anglo-français tendait à amener l'URSS à prendre des engagements sans en contracter eux-mêmes. Il s'agissait de faire se déclencher la guerre entre l'Allemagne et l'URSS en plaçant cette dernière dans les plus mauvaises conditions ; une fois l'affaire enclenchée aider l'Allemagne selon les possibilités laissées par les peuples français et anglais.

Le drôle de guerre de 1939 à mai 1940 n'est-elle pas une illustration de cette volonté ? Après tout, cela correspondait à la politique qu'Hitler avait définie en s'instituant le bouclier contre le communisme et pour laquelle il avait reçu tant d'encouragements du monde occidental.

Qui aurait pu penser, à ce moment-là, qu'un retournement sensationnel dont l'histoire a connu peu d'exemples, allait se produire et que le grand leader de la nouvelle croisade allait subitement changer de cap. Et pourtant, Hitler en avait-il reçu des cadeaux de ces grandes bourgeoisies qui conduisaient le monde ! Certes, Churchill l'avait toujours craint, mais cette volte-face surprit et modifia complètement la situation. C'est très probablement au tout début de mai qu'Hitler prit sa décision, mais comme toujours n'en laissa rien paraître, même à ses proches.

D'autre part, comme l'indique Churchill : « Le gouvernement soviétique était convaincu, à la suite de l'affaire de Munich et pour beaucoup d'autres raisons, que ni la Grande-Bretagne ni la France ne se battraient avant d'avoir été attaquées, et qu'alors elles ne pourraient pas faire grand-chose. L'orage approchait et allait éclater. La Russie était obligée de veiller à ses intérêts » (Winston Churchill, ouvrage cité, pp. 374-378.).

Dans le même temps, et c'est ce qui facilita grandement l'opération, les mêmes tergiversations se poursuivaient à l'Ouest. Le 16 avril, les nations occidentales étaient en possession de propositions concrètes de l'URSS pour un pacte d'assistance mutuelle qu'elles pouvaient étudier de toute urgence.

Au lieu de cela, ce ne fut que le 8 mai que réponse fut donnée, soit 22 jours après, et pour répondre dans une optique négative comme l'expose Churchill dans ses mémoires : « Le gouvernement des Soviétiques, disait le communiqué, a reçu les contre-propositions anglaises le 8 mai ; celles-ci ne mentionnent pas l'obligation pour l'Union Soviétique d'une garantie séparée pour chacun des états voisins,

mais elles précisent que l'URSS sera tenue d'apporter un secours immédiat à la Grande-Bretagne et à la France au cas où elles se trouveraient entraînées dans une guerre par suite des garanties données à la Pologne et à la Roumanie. Aucune mention, en outre, n'était faite d'une assistance de leur part à l'Union Soviétique au cas où celle-ci se trouverait entraînée dans une guerre par suite de ses obligations envers une quelconque puissance de l'Europe orientale » (Winston Churchill, ouvrage cité, pp. 374-378.).

Une telle réponse ne pouvait évidemment pas donner satisfaction à l'URSS qui, sur-le-champ, fit de nouvelles propositions qui ne furent pas davantage acceptées.

Le 19 mai, le problème fut évoqué devant la chambre des communes ; MM. Lloyd George – Eden – Churchill insistèrent sur : « la nécessité vitale de conclure immédiatement avec la Russie un accord de grande envergure et sur un pied d'égalité ».

M. Winston Churchill relate les faits comme suit : « Le Premier Ministre répondit et, pour la première fois nous révéla ses vues sur l'offre soviétique.

L'accueil qu'il lui réservait était certainement froid et dédaigneux ».

Et enfin il donne sa propre intervention à la même séance : « Je n'arrive absolument pas à comprendre ce qui s'oppose à la réalisation de l'accord avec la Russie que le premier ministre se déclare désireux de conclure, et à sa réalisation sous la forme large et simple proposée par le gouvernement de la Russie soviétique.

Je ne puis comprendre ces subtilités de la diplomatie et ces atermoiements. Si le pire venait à se produire, vous vous trouveriez au cœur de l'orage en même temps que les Russes et vous auriez à vous tirer d'affaire en même temps qu'eux.

Il est évident que la Russie n'est pas décidée à conclure des accords à moins d'être traitée en égale. Elle désire non seulement être traitée en égale, mais avoir aussi l'assurance que les méthodes employées par les alliés,

par le front de la paix sont de nature à conduire au succès. Nul ne tient à s'associer à des chefs vagues et à une politique incertaine.

Je ne veux certes pas demander de faveurs à la Russie Soviétique, et ce n'est pas le moment de demander des faveurs à aucun pays étranger. Mais nous voici en présence d'une offre, d'une offre équitable, meilleure à mon avis que les conditions envisagées par notre gouvernement, une offre plus simple, plus directe et, plus efficace que ce que nous recherchions. Il ne faut pas la dédaigner.

Le gouvernement de sa Majesté a depuis longtemps négligé nos défenses, il a abandonné la Tchécoslovaquie et tout ce qu'elle signifiait au point de vue militaire, il a, sans avoir examiné au préalable les aspects techniques de la question, pris des engagements relatifs à la défense de la Pologne et de la Roumanie. S'il refuse et rejette maintenant l'aide indispensable de la Russie et nous conduit ainsi par le pire de tous les chemins vers la pire de toutes les guerres, alors il n'aura guère mérité la confiance, ni, je dois l'ajouter, la générosité que lui ont témoignée nos compatriotes.

On ne peut guère en douter, tout cela venait trop tard. Attlee, Sinclair et Eden exposèrent dans les grandes lignes l'imminence du danger et la nécessité de l'alliance Russe » (Winston Churchill, ouvrage cité, pp. 381 à 384.).

La France et l'Angleterre firent semblant de tenter un nouvel effort avec la Russie. Elles envoyèrent à Moscou le 12 juin, pour cette importante mission, un fonctionnaire peu élevé dans la hiérarchie, ce qui, dit Churchill « fut apprécié par les Russes comme une véritable offense ».

Le fonctionnaire en question s'appelait monsieur Strang et il me souvient d'un titre qui barrait la première page du journal l' « Œuvre » : Strangulation. C'était cela ; il s'agissait bien d'étrangler toute possibilité d'accord. Il allait en être de même avec

les délégations militaires qui furent envoyées à Moscou au cours de l'été 1939 et qui elles aussi, n'avaient pas pouvoir de décision. Inutile de relater les petites péripéties de cette comédie compte tenu des consignes que les délégations avaient reçues : « faire durer les pourparlers et surtout ne pas aboutir ».

Le piège était bien préparé mais Staline n'était pas de ceux qui s'en laissent conter, d'autant qu'un développement extraordinaire était en train de se produire en raison de la volte-face d'Hitler. Depuis le mois de mai, la presse allemande avait cessé ses attaques contre l'Union Soviétique ; au contraire, des ouvertures étaient faites, laissant entrevoir la possibilité d'un traité commercial et d'un pacte de non-agression.

Non qu'Hitler eût renoncé pour toujours à la guerre contre l'URSS, mais au lieu de la faire pour le compte des démocraties occidentales, il préférerait d'abord se rendre maître de l'Europe aux dépens de celles-ci. Fort de leurs dépouilles, il ferait la guerre à l'est pour la victoire de la seule Allemagne et établirait le Grand Reich pour mille ans comme il en avait manifesté l'intention.

C'est ainsi que devant l'impossibilité absolue où se trouvait l'URSS d'aboutir à une alliance avec les démocraties le pacte germano-soviétique de non-agression fut signé le 23 août 1939. Voici le commentaire qu'en fait Winston Churchill : « On se demande qui, de Hitler ou de Staline avait le plus d'horreur pour le traité qui venait d'être conclu.

Tous deux n'ignoraient pas qu'il ne s'agissait en l'occurrence que d'une expérience temporaire. Il existait entre les deux empires et les deux systèmes un antagonisme mortel. Sans doute Staline songeait-il que Hitler serait pour la Russie un ennemi moins redoutable après une année de guerre avec les occidentaux.

Hitler, lui, continuait d'employer sa tactique : « Un ennemi à la fois ». Le fait que semblable accord ait pu

être conclu marque le point culminant de la faillite de la politique étrangère suivie depuis plusieurs années par l'Angleterre et par la France » (Winston Churchill, ouvrage cité, pp. 400 et 401.).

Ces longues citations, extraites des mémoires de l'homme qui eut la lourde charge pour son pays de conduire la guerre pendant toute sa durée, et dont les sentiments profonds à l'égard du régime soviétique n'avaient pas changé, n'ont été faites que pour bien relater le déroulement des événements et les réactions d'un des grands acteurs du drame épouvantable que les peuples ont vécu. Ces précisions réfutent et font justice des abominables calomnies qui ont été répandues par tous les tenants habituels de l'anticommunisme, contre la politique soviétique.

Le lecteur impartial reconnaîtra le bien-fondé de la décision de Staline de signer le pacte germano-soviétique afin de gagner le maximum de temps avant la terrible échéance et, se sentant isolé, de préserver quelques chances de victoire pour toute l'humanité progressiste.

Encore aujourd'hui, cette politique est considérée comme la seule juste par les historiens que n'aveugle pas la haine anti-soviétique et aussi par les dirigeants actuels de l'Union Soviétique, assurance exprimée dans ce court extrait du « Précis d'Histoire du Parti Communiste de l'Union Soviétique » (Ouvrage cité, édition de Moscou, 1975.) page 271 :

... « Sur ces entrefaites le gouvernement Hitlérien proposa en août 1939 au gouvernement soviétique de conclure un traité de non-agression. L'Union Soviétique était menacée d'une guerre sur deux fronts en Europe et en Extrême-Orient dans laquelle elle se serait trouvée complètement isolée. Le gouvernement soviétique accepta la proposition de l'Allemagne. L'avenir prouva que cette décision de l'Union Soviétique était la seule juste, car elle lui permit de se consacrer pendant près de deux ans à un travail créateur et de renforcer sa capacité de défense ».

La retraite en Chine des monopoles des pays impérialistes en déclin, tel que décrit dans un précédent article, ne fait que s'amplifier.

Comme le mentionnais dans plusieurs articles précédents il se produit une modification majeure du rapport de forces inter-impérialiste causé par l'essor commercial et financier de l'impérialisme chinois dont les effets financiers prend sa source dans la sphère productive. Et il devient de plus en plus évident « que la dépendance industrielle des concurrents de l'impérialiste chinois devient extrême à son égard. ».

Tous les éléments, qui ont causé cette crise de surproduction ne font que s'amplifier. Ce processus se développe comme se développe cette crise qui n'en est qu'à ses débuts.

Il s'ensuit un déficit commercial croissant des vieux pays impérialistes vis-à-vis de leur concurrent chinois. Les débouchés intérieurs de l'impérialisme chinois croissent, tandis que ceux des pays impérialistes en déclin se rétrécissent, ce qui les oblige de plus en plus de se tourner vers la Chine. « *Ceux-ci n'ont alors que deux options : ou bien demeurer hors du territoire chinois et disparaître, ou bien se résoudre à délocaliser leur production en Chine pour espérer pouvoir y survivre.* » Vincent Gouysse.

Pour ne citer que quelques exemples:

Le Canada a enfin compris qu'il était nécessaire de changer sa position officielle concernant la Chine et que la Chine seule peut aider les monopoles canadiens à

sortir de la crise., ce que tous les autres pays en déclin ont compris depuis longtemps. Tous veulent conquérir le marché chinois. « *La Chine, nouvel eldorado de ce début de millénaire attire de plus en plus de capitaux étrangers.* » (Le Devoir).

Les gros monopoles de plusieurs pays impérialistes en déclin font déjà depuis longtemps de grosses affaires en Chine et réalisent des bénéfices tout en recevant des milliards grâce aux diverses mesures de soutien mises en places par les gouvernements. Pour plusieurs monopoles ces profits ne sont pas consolidés dans leurs bilans.

G.M. en Chine a déjà écoulé, en 2009, plus de 1,5 million d'unités dépassant le total de 1,3 million de véhicules vendus l'an dernier.

Dans l'ensemble, les Chinois ont acheté beaucoup plus de voitures que l'an dernier. En octobre, les ventes ont progressé de 72,5 % par rapport à octobre 2008.

Depuis le début de 2009, les Chinois ont acheté près de 11 millions de voitures. La Chine est devenue, cette année, le premier marché automobile de la planète, dépassant celui des États-Unis. *Radio-Canada.*

G.M. est un groupe très complexe, avec plus de 400 filiales à l'étranger qui n'ont quant à elles pas déposé le bilan. Ses activités en Europe, dont certaines très rentables comme en Russie, ne devraient plus être consolidées dans son bilan.

Nissan compte aussi renouer avec les bénéfices grâce à la Chine par Chang-Ran Kim YOKOHAMA, Japon (Reuters) – Nissan Motor annonce prévoir désormais un résultat opérationnel positif sur l'ensemble de l'exercice après avoir publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes grâce à la hausse de ses ventes en Chine.

Le numéro trois de l'automobile au Japon, détenu à 44% par Renault, table sur un bénéfice d'exploitation de 120 milliards de yens (897 milliards d'euros) pour l'exercice qui s'achèvera le 31 mars 2010.

Cette révision à la hausse était attendue depuis que le constructeur avait relevé en septembre son objectif de chiffre d'affaires de près de 20% pour le marché chinois où la demande est en forte hausse, notamment pour les petits modèles, qui peuvent bénéficier de mesures initiatives gouvernementales.

Les résultats de Nissan en Chine sont comptabilisés dans son bénéfice d'exploitation, à la différence de Toyota ou Honda Motors qui utilisent les règles comptables américaines.

L'éolien décolle en Chine avec Nordex

Un contrat établissant un joint-venture pour la fabrication d'éoliennes entre le groupe allemand Nordex et deux compagnies chinoises a été signé le 2 décembre à Yinchuan, en Chine du nord-ouest.

Aux termes du contrat signé vendredi, l'investisseur allemand

détiendra 50% de la part du projet du joint-venture alors que les deux partenaires chinois – le groupe d'électricité du Ningxia et le groupe de développement de l'énergie électrique Ningxia Tianjin – détiennent respectivement 40% et 10% du total des investissements, qui s'élèvent à un montant total de 12 millions de dollars.

Les deux compagnies sont propriétaires de la ferme éolienne «Helanshan», qui avec une capacité installée de 110 MW constitue le plus large projet de ce type en Chine et qui fera par ailleurs l'objet d'extensions majeures dans les prochaines années.

Bombardier qui s'apprête à licencier à Montréal quelques 700 travailleurs fait de nombreuses affaires en Chine.

Bombardier établi en Chine a une capacité de fabrication de produits de transport-passagers sur rail, incluant une production centrée sur les voitures de métros, les voitures de trains de grandes lignes et les systèmes de propulsion et de contrôle. Des composants d'avions Bombardier sont fabriqués en Chine par des sous-traitants depuis 25 ans et les avions de Bombardier sont exploités par des compagnies aériennes chinoises. Il existe dans ce marché un fort potentiel pour les deux secteurs manufacturiers de Bombardier, très active dans la recherche d'occasions à saisir. Dans le secteur du transport sur rail, selon le 11e plan quinquennal 2006-2010, plus de 150 milliards \$ US devraient être investis par la Chine dans l'expansion de ses systèmes de

transport durant ces cinq années. Le marché de transport sur rail chinois est celui qui présente la croissance la plus rapide dans le monde.

Bombardier Transport est un chef de file du marché chinois de la fourniture de matériel et de systèmes de transport sur rail et de services connexes, et soutient activement le développement de systèmes de transport en commun et de systèmes ferroviaires interurbains dans ce pays. La présence de Bombardier en Chine comprend trois coentreprises et trois entreprises qu'elle détient en pleine propriété ainsi que des bureaux à Beijing, Shanghai, Guangzhou et Hong Kong. Bombardier et les coentreprises dont elle est partenaire emploient plus de 2500 personnes en Chine.

Les coentreprises de Bombardier desservent trois créneaux du marché chinois du matériel de transport sur rail. Bombardier-Sifang-Power (Qingdao)

Transportation Ltd. (BSP), fondée en 1998, fabrique des voitures de transport passagers et du matériel roulant. Changchun Bombardier Railway Véhicules Co., Ltd. (CBRC), créée en 1996, a pour activité principale la production de voitures de métro. Bombardier CPC Propulsion System Co., Ltd. produit, commercialise et entretient des systèmes de propulsion.

Bombardier participe en Chine à de nombreux autres projets clés qui seraient trop longs à énumérer dans le cadre de cet article.

La Chine sourit à Bombardier : Une coentreprise de Bombardier Transport, division du groupe

Bombardier ([T.BBD.B](#)), a obtenu dernièrement un contrat avec la Chine évalué à 4 milliards de dollars US, pour la construction de 80 trains à très grande vitesse Zefiro 380, soit 1120 voitures au total.

La Presse Canadienne 29 septembre 2009 –

La France compte environ 1200 entreprises françaises implantées en Chine employant 200 000 salariés.

Un accord de coopération entre la compagnie First Solar et le gouvernement chinois pour la réalisation de la plus grande centrale photovoltaïque au monde dans la région autonome de la Mongolie Intérieure, en Chine, a été ratifié dernièrement.

La cérémonie de signature a pris place dans le cadre du sommet États-Unis-Chine où le président Américain Barack Obama et le président chinois Hu Jintao se sont rencontrés pour échanger notamment sur les prochaines négociations sur le climat et sur les énergies renouvelables.

Aujourd'hui et encore plus dans les années à venir, les monopoles veulent conquérir le marché chinois. La Chine fait figure de plaque tournante stratégique du commerce international. Il est donc indispensable pour les entreprises de participer à ce développement et ce dynamisme.

Comment comprendre ainsi toutes ces encourageants pronostics bourgeois sur la sortie de la crise et d'une reprise?

Dr Adélard Paquin, responsable de l'édition française de NSC.

Ce n'est pas le climat... c'est le système qu'il faut changer !

Jean Lévy

Vendredi 11 décembre 2009, par
Comité Valmy

Il ne faut pas se leurrer :

Nous sommes confrontés aux « arguments » assénés, à la télé, à la radio, dans les journaux, par nombre de « spécialistes », « d'experts », voire de véritables hommes de science, comme quoi, dans vingt ou trente ans, « si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, notre terre ne sera plus vivable ! ».

Films de science-fiction à l'appui, des scènes de désolation, des prairies transformées en déserts, la mer submergeant les îles, menaçant nos villes, les fleuves et les lacs asséchés, tout nous est montré comme au ciné : « Voici l'avenir de vos enfants, si vous n'y prenez garde ! »

Comment ne pas frémir devant un tel désastre ? Et de notre faute, de surcroît ...

Mais, reprenant nos esprits, réfléchissons.

Ce futur annoncé a-t-il l'aval réel de l'ensemble du monde scientifique ?

Bien sûr que non.

Ces prédictions divisent les savants. Seulement les médias font leur choix. Délibérément. Ils ne font entendre que ceux qui annoncent le pire. Ils ignorent les autres. Et si, pour rester crédibles, ils entrouvrent la porte à des esprits contrariaires, c'est pour faire semblant d'être objectifs.

*Ils oublient vite ces vérités

dérangeantes et reprennent leurs discours convenus

Il faut donc penser par soi-même.

Pourquoi cette campagne de démoralisation ?

D'abord, pour nous faire peur. Les grandes frayeurs ont toujours joué en faveur de ceux qui les répandent. La crainte conduit à chercher une protection. Le pouvoir n'est-il pas là pour protéger les citoyens ? Et l'attente du cauchemar qui vous attend le surlendemain nous fait oublier nos « petits soucis » d'aujourd'hui.

Ensuite, mais tout est lié, faire dévier le mécontentement populaire vers d'autres horizons, décrits comme l'enfer, n'est-il pas l'objectif d'un président qui s'isole, chaque jour, davantage et qui voit grandir la colère de la population ?

De plus, la campagne médiatique vise aussi à imposer l'idée que pour préserver son lendemain, il faut accepter, dès maintenant, quelques sacrifices, limiter « son train de vie », réduire sa consommation électrique, pour diminuer la masse personnelle de CO2 produit. Rester « humble » dans ses projets, se satisfaire de peu pour sauvegarder l'avenir, en clair « ne pas revendiquer », telle est la « morale » de l'histoire

Ne voit-on pas les Verts prôner la « décroissance », c'est-à-dire la réduction des richesses produites.

Et se contenter du minimum.

Tel est le scénario que ceux qui nous gouvernent, voudraient nous imposer !

Et puis « regarder son doigt et non pas la lune », conduit à ne pas voir les catastrophes actuelles, qui, par le monde, font souffrir mille morts à des peuples entiers. Plus d'un milliard d'êtres humains meurent de faim, chaque année. La famine ruine des continents, l'Afrique, l'Asie du sud, dont l'Inde – la plus grande démocratie du monde, paraît-il – et jusqu'à l'Europe et aux États-Unis où la misère grandit.

Toutes ces horreurs ne sont pas le fait « de trop de CO2 », mais du système économique qui règne sur la terre, le capitalisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom.

Ne gaspille-t-on pas le CO2 quand on met « à la casse » des centaines de milliers de voitures, pourtant en état de marche, pour en produire de nouvelles ?

« On » ne trouve pas les dizaines de milliards pour endiguer la faim, mais les gouvernements occidentaux, guidés par la loi du marché, en répandent dix fois plus au bénéfice des banques et des industriels. Le FMI interdit au Mali, et à beaucoup d'autres pays, la souveraineté alimentaire, les contraignant à la monoculture, du coton par exemple, dont les récoltes sont monopolisées par des multinationales qui s'enrichissent sur le dos des peuples. Que dire aussi, du pillage systématique des immenses richesses africaines par

ces mêmes multinationales, alors que les populations survivent dans le dénuement absolu...

Ce n'est affaire de climat, mais de « gros sous ».

Mais de ces horreurs, qui en parle à la télé, à la radio, dans les journaux ?

Motus et bouche cousue.

Posons-nous la question : pourquoi les médias ont superbement ignoré le récent Forum de Rome, organisé par la FAO, sur « la faim dans le

monde », et sur les moyens d'y faire face. Il y avait autant de délégués qu'à Copenhague, autant de pays représentés, mais beaucoup moins de célébrités officielles. Le problème posé était, pourtant, d'actualité, aussi tragiques que les malheurs supposés du fait du réchauffement climatique.

Et pourtant, silence radio : « circulez, y a rien à voir ».

Cela devait nous rendre plus circonspects, vis-à-vis, du

déferlement médiatique actuel. N'y aurait-il pas « quelque chose de pourri au royaume du Danemark » ?

* Relire sur « canemecheapasnicolas » le texte : « Sur le climat ...d'intolérance à France Inter » Jean LEVY

Victimes d'un matraquage quotidien sur le « Sommet de Copenhague », et surtout sur « les dangers que fait courir le climat à notre planète », les Français sont-ils sensibles à cette campagne ?



L'UE et la Hongrie: colonisation, désindustrialisation et déstructuration

Judit Morva

Avec l'adhésion des pays d'Europe de l'Est, les dirigeants européens, sans avertissement, ni déclaration formelle, ont modifié le projet d'intégration européenne. Au lieu de mettre en place un programme de développement et d'intégration économique avec un plan de finance à long terme, l'élargissement de l'UE a créé une division territoriale durable entre deux catégories de pays. Les pays d'Europe de l'Est – qui totalisent pourtant 100 millions de personnes – sont pris au piège en tenant le rôle de

En Hongrie, l'agriculture et l'industrie ont été entièrement privatisées. Les nouveaux propriétaires – souvent des multinationales – étaient d'abord intéressés par les opportunités, non pas par la production, ce qui a conduit à la fermeture de nombreuses usines. Prenons l'exemple de la fabrication du sucre : alors que le pays comptait six usines, il n'y en a plus une seule depuis que le secteur a été privatisé. Et tout le sucre doit être désormais importé.

La situation sociale est tout aussi désastreuse.

La Hongrie est un pays de dix millions d'habitants, et depuis 1990, 1,4 million d'emplois ont été supprimés, ce qui représente plus d'un quart des emplois réguliers. En retour, le travail non-réglementé représente entre un quart et un tiers de l'activité économique du pays. Des centaines de milliers de

travailleurs travaillent au noir, sans aucune protection. Leurs conditions de travail et le nombre d'heures ne sont pas réglementés. Ils ne cotisent pas pour leur retraite, ni pour la sécurité sociale.

La conséquence directe est une baisse des recettes provenant de ces revenus. Le pays est dans une spirale sociale négative. Au nom des budgets équilibrés, l'UE fait pression sur la Hongrie pour réduire drastiquement les avantages acquis sous le régime socialiste et privatiser sans fin tandis que la pauvreté augmente chaque année.

La sous-traitance industrielle, qui crée une concurrence entre les travailleurs d'Europe centrale et orientale avec ceux des pays les plus anciens de l'Union, est basée sur cette combinaison de faibles salaires et de travail illégal. Les multinationales embauchent aux conditions locales, régulières, mais sur un marché du travail non-réglementé. La désindustrialisation, qui a suivi la privatisation et le démantèlement des services sociaux, a créé un environnement économique qui fait de la Hongrie un pays fournisseur de main-d'œuvre bon marché. Cela ne peut pas créer une structure industrielle viable et cohérente. Cela n'offre aucune perspective pour le peuple magyar. C'est une impasse pour le développement.

En Hongrie, l'État providence a disparu ou est en voie de disparition. La structure socio-économique est une source de tension permanente, mais aussi d'instabilité durable car cette dynamique de développement ne peut pas aider le pays sortir de cette impasse. L'écart de niveau de vie entre les deux parties de l'Europe crée des tensions et déstabilise la construction de l'Union. La crise financière aggrave encore la situation budgétaire de chaque pays sans aucune solution en vue, pas même dans le long terme. Cette crise systémique est un appel ouvert à la réflexion sur le projet même de l'Union comme région de stabilité et de bien-être.

Traduit par Cédric Rutter pour Investig'Action

Image: base militaire soviétique désaffectée, Debrecen, Hongrie, Par Cédric Rutter .Source: Transform Network



pays sous-développés.

Sans le dire ouvertement, la Commission a imposé une zone de libre-échange, et ces pays n'ont plus aucun contrôle sur leur propre évolution. Au nom de la concurrence et de l'efficacité, l'Union a exigé une privatisation rapide, l'ouverture des frontières et une politique libérale, bien au-delà de ce qui s'est produit pour les membres historiques de l'UE. Afin de décrire la situation des derniers arrivés, les mots « colonisation », « désindustrialisation » et « déstructuration » ne sont pas trop forts.

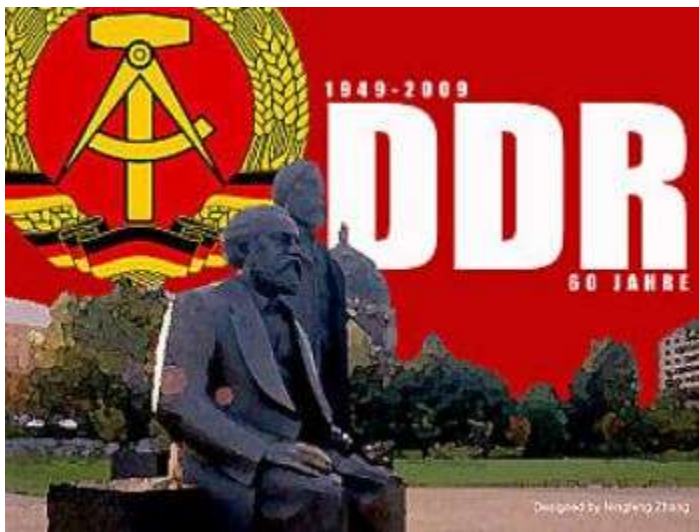
La chute du Mur de Berlin : il n'y a pas de quoi se réjouir !

Caroline Andréani

Vendredi 6 novembre 2009

Ce que veut cacher le Mur de la propagande

Pour tous ceux qui ne réussissent pas à échapper au déferlement idéologique anticommuniste qui prévaut depuis quelques semaines à l'occasion des 20 ans de la « chute du Mur de Berlin », il faut rappeler que l'effondrement des régimes communistes en URSS et en Europe de l'Est a eu de multiples conséquences désastreuses, pour ces pays et pour le monde entier. Il faut être bien aveugle pour se réjouir de la fin de cette expérience à nulle autre pareille dans le monde : il n'est que voir où le capitalisme triomphant mène la planète !



Les communistes non repentis ont tout intérêt à faire un état des lieux des conséquences immédiates et à moyen terme de cet effondrement. Cela suffirait à réfréner bien des ardeurs, si la posture des pseudo journalistes et de la kyrielle des experts n'était pas avant tout idéologique. Certes, avec l'effondrement des pays de l'Est, les communistes ont perdu une bataille idéologique. Mais la situation que

nous vivons actuellement est la preuve que le capitalisme est système mortifère qu'il faut détruire.

* l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est et de l'URSS a permis au capitalisme de bénéficier une bouée d'oxygène, grâce au pillage de ces pays. Ne nous y trompons pas : même si ils ont dénoncé l'arriération économique qui prévalait selon eux dans ces pays, les capitalistes ont fait main basse sur les matières premières, les terres agricoles, les entreprises industrielles, les cadres et techniciens, les chercheurs, les

ouvriers, etc. Tout ce qui pouvait l'être a été démantelé, racheté à bas coût, spolié... Il y avait donc, contrairement à ce que l'on nous dit, des richesses dans ces pays.

A n'en pas douter, sans l'effondrement de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est, la crise du système capitaliste que nous connaissons aujourd'hui aurait certainement eu lieu 15 ans plus tôt.

* la première d'Irak (1990-1991) a éclaté dans ce contexte, alors que Bush père ne connaissait plus aucune entrave à sa politique belliciste. Il s'agissait pour les États-Unis triomphants d'instaurer une nouvelle ère politique et militaire, basée sur la peur d'une intervention militaire

unilatérale des États-Unis et de leurs alliés.

Au niveau international, l'équilibre entre les grandes puissances disparu, de nombreux conflits ont éclaté pour le plus grand malheur des peuples. La mondialisation, dans toutes ses dimensions d'exploitation sans frein, de guerre à outrance, d'écrasement des expériences progressistes à travers le monde, de régression sociale en Europe occidentale, est la conséquence directe de cet effondrement.

* le dépeçage de la Yougoslavie, la guerre de Bosnie, la guerre du Kosovo sont également la conséquence de l'effondrement de l'URSS. Cette agression impérialiste en plusieurs temps (reconnaissance de l'« indépendance » de la Slovénie et de Croatie unilatéralement par l'Allemagne en décembre 1991, puis guerre de Bosnie (à partir de 1992), puis agression de l'OTAN contre le Kosovo de 1999), visant à démanteler un État souverain, à le réduire à quelques entités régionales basées sur une conception étroitement ethnique, avait pour but d'ouvrir la Yougoslavie au capitalisme et de démontrer à la Russie qu'elle n'était plus qu'une puissance de 2e rang incapable d'empêcher la communauté internationale de déclencher une guerre à ses portes contre un de ses alliés.

* sans parler du délitement social des pays de l'Est et de la Russie.

– Première conséquence, l'émergence et le renforcement de mafias extrêmement puissantes, qui

ont accompagné et tiré profit du passage d'une économie de type socialiste au capitalisme. Pour ne citer que les plus connues, la mafia russe et la mafia albanaise. Elles ont organisé les trafics en tous genres : trafics d'armes, trafics d'êtres humains (prostitution, trafics d'organes), trafic de drogues... et prospèrent toujours actuellement.

– Deuxième conséquence, la mise en place d'un personnel politique corrompu, acquis à la nouvelle idéologie, et participant allègrement au dépeçage de leurs pays. On peut citer au premier chef Eltsine, voyou alcoolique, qui reste un modèle de corruption. Le processus a été identique dans de nombreux autres pays, avec une attitude absolument écœurante du personnel politique du monde occidental, à la fois complice et profiteur de la situation.

– Troisième conséquence, pour les peuples : le bouleversement de l'organisation sociale et la paupérisation extrême des plus précaires. L'effondrement des pays de l'Est a eu pour conséquence un remodelage complet des sociétés de ces pays, qui s'est traduit par une régression énorme du niveau de vie général, par la perte dans les acquis sociaux généraux (travail pour tous, logement pratiquement gratuit, accès à la santé, à l'éducation, etc.), et par la précarisation extrême des plus fragiles. On peut citer le cas des retraités russes, obligés de mendier, de trouver de petits boulots pour survivre, et la situation est identique dans tous les pays d'Europe de l'Est.

On peut citer ces cadres russes et d'Europe de l'Est, prêts à n'importe quoi pour survivre, acceptant de se dévaloriser pour obtenir du travail. Mais aussi tous ces travailleurs migrants, qui bien que qualifiés, acceptent de travailler dans n'importe quelles conditions à

l'ouest pour envoyer de l'argent à leurs familles.

On pourrait aussi citer les attaques frontales contre les droits de femmes : en Pologne, le droit à l'avortement a disparu. En Allemagne de l'Est, la disparition des crèches a pour conséquence directe la chute du taux de natalité, etc.

– Quatrième conséquence : le retour des exclusions contre les peuples tsiganes et roms. Si autant de tsiganes roumains, yougoslaves, tchèques, slovaques... viennent en France, c'est parce que ces peuples, protégés jusqu'à l'effondrement du Mur de Berlin, ont été chassés sans ménagement de leurs terres, des emplois qu'ils occupaient, des logements où ils vivaient, marginalisés, persécutés, et finalement contraints à l'exil.

– Cinquième conséquence : l'ouverture de ces pays au capitalisme sans frein. Depuis une quinzaine d'années, les entreprises d'Europe occidentale jouent à « saute-mouton » dans les divers pays d'Europe de l'Est et en Russie, créant une entreprise ici, la fermant dès que les salaires augmentent pour délocaliser ailleurs. Dans le même temps, les entreprises de l'agro-alimentaire font main basse sur les terres agricoles, les cheptels, etc.

Cette stratégie est mieux contenue en Russie depuis la restauration d'un régime fort qui a brisé les ailes de profiteurs locaux (mise en prison de certains oligarques, démantèlement d'empires industriels constitués par le pillage dans les années 90).

– Sixième conséquence : le développement d'une idéologie anticommuniste viscérale, assimilant communisme et nazisme. Cette idéologie se diffuse :

– dans les anciens pays de l'Est : par exemple, dans les États baltes, les nazis ont été réhabilités ainsi que les

collaborateurs qui ont participé sous l'uniforme SS aux massacres et à l'extermination de leurs peuples, des Russes et des Juifs. Dans les manuels scolaires, on réécrit l'histoire en faisant de ces collaborateurs des héros ! Quant aux symboles de la libération, ils ont été détruits (monuments commémorant la victoire de l'Armée rouge en 1945) ou déplacés (comme le mémorial de Tallinn commémorant la victoire de l'Armée rouge sur le nazisme, déplacé sur décision du gouvernement estonien en 2007)

– au niveau de l'Union européenne, les parlementaires de droite et d'extrême droite mènent une offensive pour obtenir la criminalisation du communisme

– dans de nombreux pays occidentaux, on participe de manière moins crue à cette réécriture. Par exemple en France, les thèses de l'historien de droite Ernst Nolte, qui assimile communisme et nazisme, sont largement diffusées comme une évidence, notamment par le biais de l'enseignement de l'histoire dans le secondaire.

Dans tout cela, il faudrait également caser l'indemnisation des aristocraties chassées par les régimes communistes dans les années 40, la récupération des châteaux, propriétés de famille, œuvres d'art de ces aristocraties, et même l'indemnisation des anciens nazis de retour au bercail.

Décidément, nous avons beaucoup de choses à dire sur l'effondrement du Mur de Berlin !

La liste est longue : n'hésitez pas à la compléter.

Texte publié par Réveil Communiste

Cette chute du Mur de Berlin, il y a 20 ans, devait apporter prospérité et liberté... nous verrons dans l'article suivant ce qui est vraiment arrivé.

Au pied du mur

En vérité, « la Chute du Mur » est utilisée pour ancrer l'idée que depuis 1989, on ne peut plus concevoir d'autres sociétés que celles où le Marché règne en maître, et que le communisme, en tant que doctrine, est à reléguer au magasin des antiquités.

Pour justifier une telle affirmation, France-Inter, comme tous les médias, tente de démontrer que, dans notre monde, au-delà des idéologies, existe un seul choix : « Démocraties » ou « Dictatures ».

Et de faire de ces derniers pays, ainsi stigmatisés, un repoussoir.

Le « mur de Berlin » est utilisé comme le symbole concret de la « dictature ». C'est l'image même qui personnifie « l'État totalitaire », où le droit de circulation est interdit à la population, réduite à vivre dans un espace clos.

Qui pourrait choisir une « dictature » ?

Cette mise en demeure vise à semer la confusion entre système économique et régime politique. Car, les médias entendent par « Démocratie », les États, qui ont opté pour l'économie de marché. C'est même leur marque de fabrique.

Sans bourse des valeurs, ni CAC 40, point de démocratie.

A l'opposé, les « Dictatures », c'est-à-dire les États qui ont choisi une autre voie de développement, sont mis à l'encan. Les services de propagande du Capital, ont donc pour objectif, depuis vingt ans, de diaboliser ces régimes.

Ainsi, l'Union soviétique est assimilé au Goulag et l'ancienne RDA, à la Stasi.

Parce que ces États avaient banni le capitalisme. Et d'assimiler le « communisme » à une doctrine criminelle.

Pourtant, parmi les États totalitaires figure, entre autres, l'Allemagne nazie. Son économie était aux mains des magnats de la Ruhr et des banquiers. Ce sont leurs hommes, qui, bien avant Hitler, pendant Hitler et bien après Hitler, l'ont porté au pouvoir et l'ont soutenu, tout au long de la guerre.

Ce sont les mêmes forces économiques qui dirigent l'économie allemande depuis 1945.

Si bien, tant à l'Ouest qu'à l'Est du Rhin, durant les deux guerres mondiales, les États belligérants pratiquaient la même économie de marché. C'est peut-être pour cette

raison que les historiens d'aujourd'hui considèrent les conflits de 14-18 et de 39-45 comme « une guerre civile européenne », appellation qu'ils ne portent pas à la guerre menée par l'Allemagne contre la Russie soviétique !

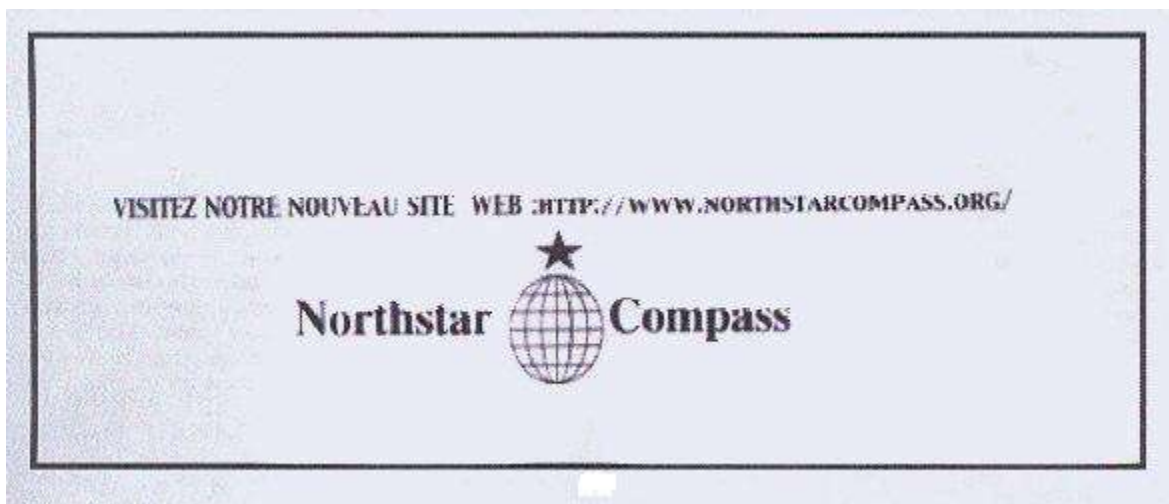
La distinction faite entre « dictatures » et « démocraties » vise, en fait, à semer la confusion entre système économique et régime politique, à brouiller les repères qui permettent de juger la politique des États, de leur efficacité, des aliénations suscitées, selon la nature de l'économie pratiquée.

Avec la crise profonde du capitalisme, que nous subissons aujourd'hui, compte tenu des catastrophes humaines provoquées, la stratégie des médias est de détourner l'attention de l'opinion des méfaits du système qui les a engendrés. C'est le but de ces campagnes contre le « communisme » et les crimes qui lui sont imputés.

Il vaut mieux parler du Mur de Berlin que du Mur de l'Argent.

Jean Lévy

<http://canempechepasnicolas.over-blog.com/>



Quelques critiques sur la série télévisée « Apocalypse: la seconde guerre mondiale. »

On assiste en occident à une véritable explosion d'hystérie antisoviétique. C'est dans le cadre de cette hystérie que se place Apocalypse qui n'est rien d'autre qu'une analyse falsifiée des événements de l'époque. La même musique idéologique accompagne le vingtième anniversaire de la chute du Mur.

La déformation des faits constitue l'une des principales options des falsifications anticomunistes de l'histoire moderne. Les auteurs d'Apocalypse ne font que continuer à exploiter l'historiographie à des fins exclusivement propagandistes en procédant à une révision historique de la Seconde Guerre mondiale.

Cette série documentaire, en six épisodes de 52 minutes s'était donné pour ambition de raconter la véritable histoire de la seconde Guerre mondiale. C'est avec fracas que l'on en a fait la publicité.

Par exemple, pour le Devoir et France-Soir fr « Isabelle Clarke réalise un film sans précédent ». Voici comment le devoir nous résume « La fiche Staline » telle qu'exposée par Apocalypse: « L'offensive allemande du 22 juin 1941 prend Staline au dépourvu et provoque l'une des plus grande déroute de l'histoire : les aéroports soviétiques balayés ,6000 avions détruits et l'ennemi aux portes de Leningrad, Moscou et Kiev. Staline interdit toute retraite et ordonne des offensives désespérées, ce qui entraîne la capture de deux millions de ses soldats. Mais ce tyran déguisé en militaire apprend vite : les mauvais généraux sont éliminés et les meilleurs promus, les usines d'armement sont transférées vers l'est et le dictateur obtient de ses nouveaux Alliés anglo-américains

une aide matérielle colossale pour combler les déficiences de ses armées. C'est tout cela, joint aux erreurs stratégiques d'Hitler, qui permet à l'Armée Rouge de remporter une victoire décisive à Stalingrad en janvier 1943 et d'entamer ensuite une irrésistible poussée vers l'Ouest. Or, Staline sait à merveille exploiter diplomatiquement ses victoires militaires : de Téhéran jusqu'à Potsdam en passant par Yalta. Il obtient de ses alliés bien des concessions. »

À l'été 1945, malgré (souligné par l'éditeur) ses 20 millions de morts, l'URSS est la première puissance militaire en Europe, et la Maréchal Staline en est le maître incontesté. » Voici résumé, selon Apocalypse et l'historiographie bourgeoise, les causes de la victoire sur l'Allemagne nazie et le fascisme.

Peut-on trouver dans un seul paragraphe tant d'absurdités.

Il est impossible, dans le cadre de cet article de répondre à toutes ces incohérences. Je n'en résumerai que quelques-unes.

C'est vrai que le premier jour de la guerre fut une tragédie : la soudaineté de l'invasion des hordes fascistes à l'aube du dimanche, 22 juin 1941, à 3 heures du matin, sans déclaration de guerre, 5,5 millions de soldats allemands, italiens, hongrois, roumains et finlandais entament le plat de consistance du programme nazi: la destruction de l'Union soviétique. Sur une ligne de front de plus de 3.000 kilomètres, **2,9 millions de soldats soviétiques défendent leur patrie.** Le rapport des forces est à l'avantage de l'armée allemande, ce qui **ne pouvait pas permettre aux troupes soviétiques d'engager « des offensives désespérées »** (Apocalypse), mais

des combats défensifs acharnés, épuisant l'ennemi.

Cette attaque brutale n'a pas causé la perte de « 6000 avions » mais de « environ 1 150 appareils qui furent détruits avant d'avoir pu décoller. »

[la_Seconde_Guerre_Mondiale_et_Staline.htm, <http://www.communisme-bolchevisme.net/>], ni « la capture de deux millions de prisonniers, ».

Écoutons Staline dans une communication importante dans la soirée de 6 novembre, « En quatre mois de guerre nous avons perdu 350000 hommes tués, 378.000 disparus, nous comptons 1.020.000 blessés. » Ayant dit cela qui était terrible, Staline ajouta, alors, de sa même voix calme et grave un peu lourde: Dans le même temps, l'ennemi a perdu plus de quatre millions d'hommes tués, blessés et prisonniers. Après quatre mois de guerre, l'Allemagne se trouve beaucoup plus affaiblie que l'Union Soviétique, dont les réserves ne font que se déployer maintenant dans toute leur ampleur. En attaquant notre pays, l'ennemi comptait en finir avec l'Union Soviétique, en un mois et demi ou deux mois, et pousser en ce court espace de temps jusqu'à l'Oural. À présent, ce plan insensé doit être considéré comme définitivement avorté. »

Conférence sur Staline, faite par Jean-Richard Block en 1946, pour l'Association France-URSS, publiée dans la revue EUROPE en décembre 1949.

Au début, les combattants soviétiques doivent se replier mais, devant Moscou et Leningrad, les assaillants sont bloqués et même repoussés.

Pour Apocalypse:

C'est le Pacte Germano-Soviétique qui ouvrit la voie à la

Seconde Guerre mondiale. Pour nous c'est bien Munich et les leçons de Munich doivent nous rappeler à quel point l'antisoviétisme est dangereux. Nous vous présentons dans les pages suivantes l'article « De Munich au Pacte Germano-Soviétique ».

– «le caractère imprévisible de l'hiver russe» est la cause de la victoire de l'Armée rouge à Moscou, comme si en Russie, l'hiver venait à un autre moment qu'ailleurs.

– ***l'Armée Rouge remporta une victoire décisive à Stalingrad en janvier 1943, parce que « le dictateur obtient de ses nouveaux Alliés anglo-américains une aide matérielle colossale pour combler les déficiences de ses armées.»***

« La vérité est que « la part des moyens de guerre fournie par les alliés pendant le conflit ne constituait que 4% environ des moyens fournis par l'industrie nationale. Ce fait ne diminue en rien l'importance et le rôle des fournitures des alliés occidentaux, effectuées conformément aux arrangements conclus. L'Union Soviétique et son armée étaient reconnaissantes pour cette aide. C'est la victoire économique du socialisme sur le fascisme qui a permis la victoire militaire. La victoire se forgeait dans les usines et les entreprises de la défense, sur les champs des sovkhozes et des kolkhozes. On peut l'affirmer sans crainte d'exagérer que les Soviétiques ont brisé l'échine à la bête fasciste à l'aide de leurs propres armes.» (Extraits de : La contribution soviétique à la victoire contre le nazisme du site <http://www.communiste-bolchevisme>).

Pour Apocalypse :

« L'alliance de deux totalitarismes – nazi et communiste – est à l'origine du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. En

signant le pacte germano-soviétique, Staline donne à Adolf Hitler les garanties dont il a besoin pour lancer ses troupes sur la Pologne, puis mettre le monde à feu et à sang.»

– ***L'ouverture du Second front et le débarquement en Normandie furent les causes de la victoire des alliés.*** Pour nous« Ce second front en Europe Occidentale, que les alliés avaient promis solennellement d'ouvrir en 1942, n'était toujours pas créé en 1943. Les alliés laissaient volontairement laissé durer les combats dans l'espoir d'être débarrassés de l'URSS par l'Axe.

« Les succès des troupes soviétiques durant l'été 1944 avaient montré que l'URSS pouvait par ses propres moyens non seulement chasser l'ennemi de son territoire, mais libérer les peuples asservis et achever l'écrasement des armées hitlériennes. Cela décida les milieux dirigeants des USA et de la Grande Bretagne à renoncer à leur politique d'aterrissement concernant les délais d'ouverture d'un second front en Europe occidentale. Le 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquaient en Normandie. Mais, cela ne modifia pas, de façon notoire, le groupement des forces armées de l'Allemagne hitlérienne. Le front germano-soviétique demeurait décisif, paralysant les principales forces fascistes allemandes. Les troupes soviétiques poursuivaient l'offensive.» « ***Des millions de citoyens des pays alliés auraient pu échapper à la mort si avait dominé dans les milieux dirigeants des USA et de la grande Bretagne le désir sincère d'en finir avec l'ennemi commun, au lieu de considérations intéressées. Le sénateur Harry Truman qui accéda à la présidence des USA à la mort de Roosevelt exprimait cette situation en ces termes en 1941 :***

« Si nous voyons que l'Allemagne gagne, nous devons

aider la Russie, mais si la Russie gagne, nous devons aider l'Allemagne et qu'elles s'entre-tuent ainsi le plus possible. »

N'est-ce pas pour cette raison que le second front en Europe de l'Ouest ne fût ouvert par les alliés occidentaux que 11 mois avant la fin du conflit en Europe, tandis que l'URSS combattit pratiquement seule à seule durant 36 mois l'Allemagne fasciste et ses alliés ?

Clarke et Costelle Plusieurs faits historiques importants ne furent pas mentionnés par les auteurs d'Apocalypse :

–La résistance populaire massive qui contraignit les hitlériens à maintenir des forces importantes pour la défense des communications et points d'appui de l'arrière. En fin 1943, il s'agissait de 50 divisions. Notons à titre de comparaison qu'à la même période, seulement 21 divisions allemandes tenaient tête aux forces anglo-américaines en Italie du Nord. Les bourreaux fascistes faisaient la chasse aux patriotes, sans hésiter devant aucune violence. Ils massacrèrent plus de 8 millions de civils et déportèrent en Allemagne 4 millions de personnes.

La ligne du front ne dissociait pas le peuple en lutte. Au-delà de cette ligne, sur les territoires libérés par les partisans, on créait des "républiques du bois" où l'on vivait selon les lois soviétiques.

La défaite que les Allemands avaient infligée à l'armée états-unienne au cours de la bataille des Ardennes ; et le fait que c'est Staline qui les a sauvés en lançant avant terme, sur leur demande, une offensive à l'Est, en contraignant ainsi les nazis à retirer de l'Ouest un tiers de leurs forces engagées dans cette opération.

Pour Apocalypse, les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki mirent fin à la guerre

du Japon. Les faits historiques prouvent le contraire.

« Au début de 1945, le Japon demeurait un adversaire dangereux qui disposait encore de forces considérables : 7 millions d'hommes, plus de 10 000 avions et 500 navires de guerre.

En conséquence, les Alliés estimaient que les forces des États-Unis et de l'Angleterre étaient insuffisantes pour obtenir une prompte victoire et ils avaient insisté à Téhéran et à Yalta pour obtenir l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Le 11 février 1945 un accord était conclu entre les trois puissances, limitant à trois mois après la fin du conflit en Europe, le délai laissé à l'Union Soviétique pour déclencher les hostilités.

A la date fixée l'offensive fut déclenchée. A ce moment, le 6 août les Américains lancèrent sur Hiroshima la première bombe atomique, et le 9 août une seconde sur Nagasaki. Les deux villes furent anéanties. Il y eut 447 000 morts et brûlés grièvement. Mais le Japon ne capitula pas. La guerre se poursuivit, les armées soviétiques soutinrent de durs combats et infligèrent aux armées japonaises de cuisantes défaites. En 23 jours, elles battirent l'armée du Kouang-Toung, libérant ainsi la Chine du Nord-est, la Corée du Nord, la Sakhaline du Sud et les Kouriles. L'acte de capitulation du Japon fut signé le 2 septembre 1945 » [Maurice Hartmann, *Staline 1973*]

Cette série télévisée a été loin de faire l'unanimité et sur le fond et sur la forme. Il y a eu des critiques sérieuses quoique incomplètes et parsemées d'erreurs.

Par exemple, l'historien Lionel Richard, dans les colonnes du Monde Diplomatique du mois de novembre 2009 décrie en ce sens cette série : « elle donne à voir mais pas à réfléchir » Apocalypse semble donc avoir toutes les caractéristiques

d'un spectacle pour la télévision dans le seul objectif d'en mettre plein la vue aux spectateurs et donc d'assurer des revenus qu'aux chaînes qui la diffusent. Toute autre réflexion historique ou même critique semble évacuée. Il estime qu'il existe dans cette série « trop d'entorses aux faits, d'insinuations non justifiées, d'omissions pour qu'on puisse admirer sans réserve la somme d'informations qu'elle véhicule. Il s'étonne des approximations et parfois des raccourcis simplificateurs employés. » Il ajoute ; « Cette absence de respect intellectuelle envers les téléspectateurs se traduit également par les multiples approximations, contradictions erreurs portant tant sur les événements que sur leur chronologie ».

C'est à peu près dans les mêmes termes que l'universitaire Vincent Artuso critique le documentaire. Pour lui « Clarke et Costelle racontent l'histoire de la Seconde Guerre mondiale de manière partielle car partielle. Pour Clarke et Costelle Les communistes ne sont, par ailleurs, pas seulement responsables de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, mais également du déclenchement de la guerre. »

Pour Clash Doherty « Apocalypse ne tient pas ses promesses. Pour des gens qui connaissent l'histoire et qui ont déjà vu beaucoup de documents cinématographiques les deux premiers épisodes n'apportent rien. Pour les jeunes, il risque de les tromper. Le commentaire n'est en effet qu'une suite de lieux communs et d'explications sommaires insuffisantes et parfois mensongères. Le Front (russe) Oriental de WW2 a été sur la touche dans ce documentaire, et a été ainsi réduit à juste "un aspect" de la Guerre s'il est même mentionné du tout. Certainement il n'y a jamais de reconnaissance donnée au fait que c'était l'arène principale, décisive de

WW2, la scène d'une lutte titanesque que, aux dépens de 30 millions de vies soviétiques, a sauvé le monde du fascisme.

Je considère que tout événement international, surtout important, doit être analysé du point de vue de sa place dans l'Histoire.

« La direction du temps c'est l'histoire qui la donne. Et le sens de l'histoire, c'est ceux qui collaborent avec l'histoire ceux qui font l'histoire, ceux qui sourient à l'histoire, oui le sens de l'histoire, ce sont les communites qui l'enseignent. [Jean Marcenac, dans Europe no 47].

Les événements ne doivent pas être détachés de leur contexte, arrachés au milieu dans lequel ils ont germé.

Pour comprendre la période de l'avant guerre, et de la dernière guerre mondiale il faut les liées à la victoire de la Révolution d'Octobre en 1917, à la résistance particulièrement acharnée des exploités en Russie, aux Trois années de guerre civile à la contre-révolution qu'elle a engendrée et à cette guerre non déclarée de l'Entente contre la Russie soviétique.

Il faut comprendre les causes de l'intervention des pays de l'Entente. Ces causes ce sont les mêmes qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale et qui expliquent toute la période de l'avant-guerre.- La haine des bolcheviques au pouvoir. En un mot l'anticommunisme.

Tout s'explique avant-tout par les intérêts de classe. Les intérêts de classe communs sont inséparables pour les milieux dirigeants de la défense de leurs propres positions de classe. Les causes de la défaite des forces contre-révolutionnaires sont à plusieurs points de vue les mêmes que celles de la défaite de l'Allemagne nazie dans la dernière guerre mondiale.

L'Armée rouge fut victorieuse parce qu'elle avait été engendrée par

la Grande révolution socialiste d'Octobre. « La mise sur pied de notre armée n'a pu être menée à bien que parce qu'elle était conçue dans l'esprit général de l'édification soviétique, sur le rapport des classes qui s'affirment en matière de toute édification. » V. Lénine. Œuvres, t.30, pp.319-320.

La tentative de supprimer les conquêtes de la Révolution d'Octobre a entièrement échoué.

Le pays des Soviets a vaincu les forces conjuguées tournées contre lui. Ces forces n'ont pas réussi à vaincre le bolchevisme. Ce n'était pour eux qu'une première défaite et le désir d'une revanche est toujours resté vivant et a déterminé en quelque sorte toute la période suivante, celle de l'avant-guerre et aussi celle de la guerre elle-même.

L'anticommunisme est demeuré bien vivant et c'est lui seul qui peut nous permettre de comprendre les causes de la dernière guerre mondiale.

Comment comprendre autrement, la politique de « la non-ingérence dans les affaires de l'Espagne, de la » Loi sur la neutralité» adoptée en 1935 par le congrès des États-Unis, qui interdisait toute aide militaire aux parties belligérantes, le refus de concrétiser les multiples propositions soviétiques sur la

création d'un système de sécurité collective en Europe et en Extrême-Orient, la politique de « pacification d'avant Munich, les accords de Munich, autrement que par un effort parfaitement conscient des forces impérialistes, visant à orienter l'agression vers l'Est, contre l'Union Soviétique.

Ce n'est que sur la base de faits historiques concrets que le lecteur puisse mieux juger de la situation. Certains historiographes occidentaux ont estimé qu'à Munich, la Grande-Bretagne et la France sauvèrent le régime nazi de la faillite. On craignait la victoire du bolchevisme. Ernst Topitsch (ultra-conservateur autrichien) avance l'idée qu'à Munich, Chamberlain et Daladier portèrent un rude coup aux adversaires du régime nazi en Allemagne. Certains historiens occidentaux ne tiennent pas compte du fait que l'anticommunisme fut le motif majeur de l'agression contre l'URSS.

Ce sont sous ses mots d'ordre anticommunistes que la propagande nazie dissimulait son hostilité envers toute l'humanité. Les puissances occidentales ont exploité le militarisme allemand à des fins antisoviétiques.

Anthony Adamthwaite, historien britannique a souligné que « la haine vouée au

bolchevisme constitua l'un des facteurs majeurs déterminant la politique française », j'ajoute qu'elle a déterminé la politique de tous les pays impérialistes.

Revenons aux années 20, les pays de l'Entente créèrent le « Cordon Sanitaire » que formaient plus de dix États, voisins occidentaux de l'URSS. . Ce « Cordon» était destiné à isoler l'Europe occidentale de l'influence soviétique. Même à l'époque de la seconde Guerre mondiale, les milieux réactionnaires de la Grande-Bretagne et des États-Unis n'avaient pas encore abandonné l'idée du «Cordon ». Le 19 novembre 1937, lors de son entretien avec Hitler à Obersalzberg, lord Halifax a déclaré que l'Allemagne avait entièrement le droit d'être considérée comme un bastion de l'Occident contre le bolchevisme.

«La lutte contre le bolchevisme mondial est le but principal de la politique allemande» [Goebbels]

Ce fut aussi cette lutte contre le bolchevisme qui a été la principale cause de tous les événements qui ont précédé la Seconde Guerre Mondiale et de la Seconde Guerre Mondiale elle-même.

Dr Adélarde Paquin.

« 20 Ans de liberté »...

Sans doute rêvent-ils de cela, une seule chaîne (c'est le cas de le dire !) de radio et de télé pour répandre la bonne parole du capitalisme en crise, enfoncer dans le crâne de nos concitoyens la seule vérité acceptable : il y a 20 ans le Mur de Berlin tombait, la liberté triomphait du communisme totalitaire.

« 20 ans de liberté ! » proclament à l'unisson les Radios et télé publiques.

Mais il se trouve que ce vingtième anniversaire tombe mal.

Une nouvelle crise du capitalisme plonge les peuples dans le chômage de masse et la misère dans les centres du système, dans la famine et les guerres dans les pays néo-colonisés.

Car qu'est il arrivé depuis 20 ans ?

Le capitalisme a vaincu le socialisme réellement existant.

Certes un socialisme qui avait ses défauts mais qui assurait le plein emploi et la sécurité sociale au sens le plus large du terme, l'accès à la santé, l'éducation et la culture à tous les citoyens des pays socialistes....c'est déjà ça !

Débarrassé d'un ennemi qu' il n'avait cessé de détruire, organisant

pour cela une terrible guerre contre la jeune république des Soviets, puis le « cordon sanitaire » visant à étrangler l'URSS, puis lançant ses troupes de choc nazies contre l'Union Soviétique dans une guerre d'extermination, enfin menant une guerre « froide » sans merci.

Débarrassé de ce contre poids à sa puissance, le capitalisme pouvait s'en donner à cœur joie. Et il le fit. Guerres et pillages impérialistes (Irak, Afghanistan, Congo, Rwanda, Somalie, Yougoslavie...), guerres sociales : partout en Allemagne réunifiée, en France, en Grèce, en Espagne, en Amérique Latine, en Asie...partout la victoire du capitalisme se traduit par un recul social gigantesque qui eut des conséquences anthropologiques énormes comme en Russie où l'espérance de vie recula pour la première fois depuis 1917 ! Partout les salaires baissent, les biens collectifs sont privatisés, la santé et l'éducation sacrifiées en attendant d'être > privatisés, la lèpre du chômage détruit les solidarités et mine la société, partout les travailleurs sont mis en concurrence les uns contre les autres, partout s'abat sur le travail le talon de fer du capitalisme.

Les peuples en lutte pour leur indépendance, leur dignité, comme le peuple Palestinien, ne sont plus soutenus par ce grand arrière que constituait le bloc socialiste et voient une détérioration spectaculaire des conditions de leurs luttes.

Partout la réaction triomphe et les « 20 ans de liberté » ce sont traduits en fait en 20 ans de malheur, guerres et reculs sociaux. Voilà ce que l'orgie médiatique tente de cacher.

Tente mais ne réussit pas. Car il y a plus fort que toutes les propagandes, les diarrhées verbales hystériques de la radio unique du capital, de la télé unique du patronat, c'est l'expérience, le vécu des travailleurs Allemands,

Français ou Boliviens, l'expérience et le vécu des peuples depuis la sombre année 1989.

Aucune propagande ne fera croire à un ouvrier au chômage que le système, que la logique économique, qui le prive de son gagne pain est l'expression de la liberté à moins que ce ne soit celle du loup dans la bergerie ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La liberté célébrée aujourd'hui c'est celle du capital d'aller et venir quand bon lui semble, comme bon lui semble, de fermer une usine pour gagner toujours plus ailleurs et de recommencer sans cesse en brisant au passage les vies des travailleurs. Et en épuisant la terre. Ce qui nous rappelle au passage qu'il n'y a pas de solution aux problèmes environnementaux dans le cadre du capitalisme.

Le déchaînement médiatique peut tromper et obscurcir les consciences.

Mais la lutte des classes continue. Et l'action du capitalisme, sa guerre contre les travailleurs ne peut que provoquer la réaction de ceux-ci. Les luttes continuent. Ici et maintenant. Ailleurs et partout.

Cuba résiste et son exemple ouvre les nouveaux chemins aux peuples du sous continent sud-américain : au Venezuela, en Bolivie, au Nicaragua et dans encore bien des pays la lutte des peuples et des gouvernements anti-impérialistes créent les conditions du « socialisme du XXI^e siècle » selon la belle formule du Président Chavez. (Souligné par l'éditeur, voir la note) Partout les résistances anti-impérialistes résistent et contre-attaquent mettant à mal la nomination des impérialistes.

Partout les peuples s'unissent pour la lutte.

Partout, malgré la mort proclamée du communisme, les travailleurs renouent les fils de leur histoire et affûtent les armes de leur libération,

redécouvrant la pensée émancipatrice de Marx et Engels.

Partout renaît la nécessité de s'organiser pour être plus fort face aux assauts du capital. Et l'organisation de combat des travailleurs qu'est le Parti Communiste redevient un impératif de l'action de masse.

Partout aussi les renégats et les apostas sont démasqués. Dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats où les collaborateurs de classe sont de plus en plus clairement désignés. Où les syndicalistes de classe reprennent l'offensive.

« 20 ans de liberté » disent ils sans préciser pour qui ?

« 20 ans de liberté » disent ils oubliant de signaler que 80% des citoyens de l'ex RDA proclament, après expérience, la supériorité du socialisme sur le capitalisme et sont tellement enthousiastes devant l'UE du capital que seuls 20% des citoyens ont voté aux élections européennes.

« 20 ans de liberté » disent ils, qui ce sont traduits par une attaque sans précédent contre les salaires et les conditions de travail des travailleurs de toute l'Allemagne, attaques menées conjointement, faut-il le rappeler, par les socialistes (SPD) et les démocrates-chrétiens (CDU-CSU).

Alors laissons les chanter « Il pleut bergère » en s'égayant dans les parcs de Berlin. Nous, nous savons bien qu'un jour prochain, sans doute plus proche qu'ils ne le croient, le « Ça ira » retentira.

Note ; Cuba et les autres peuples du sous continent sud-américain sont intégrés à l'impérialisme et de plus en plus à l'impérialisme chinois. Cuba n'a pas d'indépendance économique et n'a pas d'industrie de production des moyens de productions n'a pas d'économie planifiée. Cuba ne peut pas être considérée comme un pays socialiste. [L'éditeur].

Antoine Manassis

I.V. Staline parle des succès de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

Extrait de l'intervention d'I. V. Staline à la séance élargie du Bureau politique du C.C. du P.C. (b.)TUS de fin mai 1941



Les impérialistes anglo-américains considèrent l'Allemagne fasciste comme une force de choc dans leur lutte contre l'Union soviétique et le mouvement démocratique du monde entier. Nous nous en sommes déjà convaincus lorsque nous avons analysé la politique des milieux dirigeants anglo-français axée sur le sabotage des propositions de désarmement faites par le Gouvernement soviétique à la Société des Nations et sur le refus de mettre fin à leur vile politique provocatrice dite de «non-intervention» qui a ressuscité l'agression germanique. Il suffit de se souvenir que, la veille de notre conclusion du Pacte de non-agression avec l'Allemagne, Chamberlain, ancien Premier ministre de Grande-Bretagne, en accord avec les propres milieux dirigeants d'Angleterre, a fait hypocritement tout ce qui dépendait de lui pour mettre notre pays sous les coups de l'Allemagne fasciste.

Pendant les pourparlers de Moscou entre les trois délégations anglaise, française et soviétique à propos de l'organisation d'une résistance collective à une agression de la part de l'Allemagne fasciste, il est apparu que les délégations anglaise et française faisaient intentionnellement traîner les pourparlers en longueur et n'avaient même pas reçu mission de leurs gouvernements de conclure quelque accord militaire que ce soit à propos d'actions en commun avec l'Union soviétique en cas d'agression de la part de l'Allemagne. En même temps que cela, nous avons appris que, parallèlement aux pourparlers qu'ils menaient avec nous, le gouvernement anglais menait simultanément des pourparlers

secrets avec Hitler, proposant aux Allemands derrière notre dos de conclure un pacte de non-agression et de se partager, entre l'Allemagne et l'Angleterre, les territoires de l'Union soviétique et de la Chine. La nature de cette politique n'est pas compliquée à comprendre. Pousser l'Allemagne et l'Union soviétique l'une contre l'autre dans un conflit militaire en se tenant eux-mêmes à l'écart et, comme cela est spécifique aux Anglais, faire tirer les marrons du feu par autrui. Ils espèrent qu'après l'extermination réciproque de l'Allemagne et de l'Union soviétique l'une l'autre tout en ayant conservé leurs propres forces armées, ils pourront dominer le monde sans partage et en toute sérénité. Ils font d'une pierre deux coups: ils liquident l'Union soviétique et éliminent de l'arène mondiale leur concurrent en lutte pour la domination mondiale en la personne de l'Allemagne fasciste. Le pacte que nous avons conclu avec l'Allemagne en 1939 a fait avorter ces astucieux desseins. Les politicards anglo-américains, comme cela a déjà plus d'une fois été le cas dans le passé, par exemple avec le plan Dawes assez bien connu, en ont en attendant été pour leurs frais.

Si l'on fait le bilan de l'activité de notre politique étrangère de 1931 au début, de 1941, l'essentiel est que, malgré toutes les intrigues de l'impérialisme anglo-américain, nous sommes parvenus à éviter l'engagement de l'Union soviétique dans la guerre contre l'Allemagne fasciste. Dans le cas contraire, en été 1939, il nous aurait fallu faire la guerre dans l'isolement sur deux fronts: contre l'Allemagne fasciste à l'Est et contre le Japon à l'Ouest, lequel nous était carrément tombé dessus dans le secteur de la Khalkhîn gol*. À présent donc, la frontière soviétique a été reculée loin vers, l'ouest, ce qui nous donne la possibilité, en cas d'agression, de déployer nos forces armées et de mener les opérations militaires loin des centres vitaux importants. Quant à l'écrasement du Japon sur la Khalkhîn gol, il a substantiellement tempéré l'ardeur belliqueuse des samurai japonais qui ont conclu avec nous un pacte de neutralité.

Ainsi, la conclusion du Pacte de non-agression avec l'Allemagne a-t-elle été une juste démarche politique de notre part. Il nous a donné le répit nécessaire pour une meilleure préparation du pays à sa défense et a permis de briser le front munichois des impérialistes incarnés par l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la France, et par les É.-U.A. , qui se tenaient dans leur dos, et qui était dirigé contre nous. Finalement, la campagne générale des puissances impérialistes contre l'U.R.S.S. n'a pas abouti. C'est le principal résultat.

* Khalkhîn gol (ou rivière du Khalkh, mot mongol signifiant 'bouclier'), – rivière de Mongolie et de Chine qui prend sa source sur les pentes occidentales du Grand Khingan (montagne de Mongolie et de Chine) d'où elle s'écoule dans une étroite vallée puis atteint la plaine où elle se divise en deux bras: un bras gauche qui se jette dans le Bouir nour (lac Bouir) et un bras droit qui se jette dans l'Orchoun gol, laquelle rejoint les lacs Bouir nour et Dalai nour. (N.d.T.)

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 101.

СЕРП И МОЛОТ

ВЕЛИКОМУ СТАЛИНУ – СЛАВА!
GLOIRE AU GRAND STALINE

